

INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

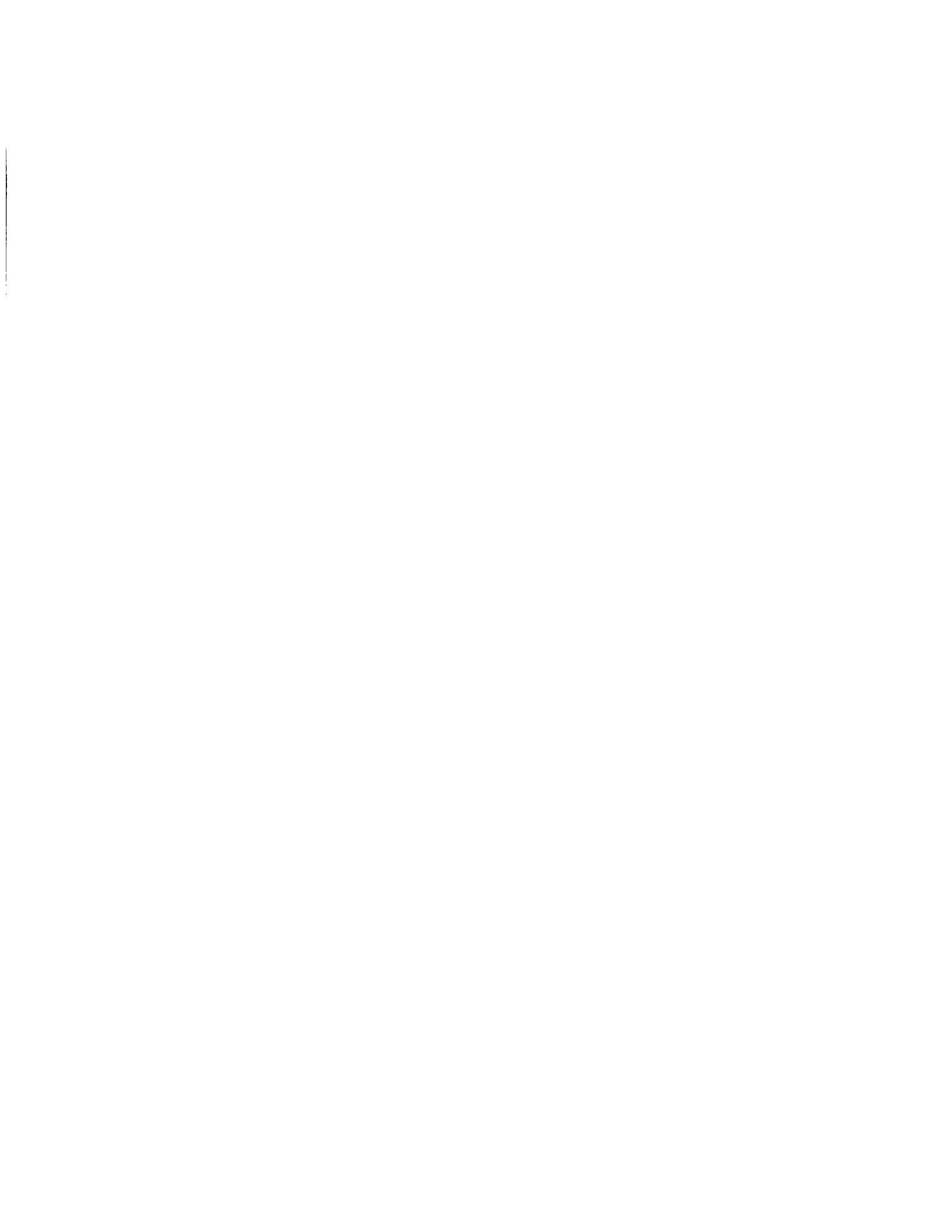
The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps.

**ProQuest Information and Learning
300 North Zeeb Road, Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
800-521-0600**

UMI[®]





Université d'Ottawa • University of Ottawa



***Identité nationale et xénophobie – Comparaison internationale :
Autriche, Italie, Grande-Bretagne et Canada.***

**Par
Amélie Laprade
#651064**

**Thèse déposée à la faculté des
études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention du diplôme de maîtrise en sociologie**

**Directeur :
Richard Poulin**

**Université d'Ottawa
Le jeudi 4 avril 2002**



**National Library
of Canada**

**Acquisitions and
Bibliographic Services**

**395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada**

**Bibliothèque nationale
du Canada**

**Acquisitions et
services bibliographiques**

**395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada**

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-76661-6

Canada

Table des matières

Introduction	4
Chapitre 1: Cadre théorique	6
1.1 Définitions de certains concepts	8
1.1.1 Identité nationale civique	8
1.1.2 Identité nationale ethnique	10
1.1.3 Nationalisme, nation, identité nationale	12
1.1.4 Ethnicité et racisme	13
1.2 Méthodologie	18
1.3 Limites méthodologiques	19
Chapitre 2: Grande-Bretagne, Autriche, Italie, Canada	21
2.1 <u>Contexte socio-politique des pays</u>	
2.1.1 Grande-Bretagne	22
2.1.2 Autriche	26
2.1.3 Italie	29
2.1.4 Canada	35
2.2 <u>La montée de l'extrême droite en Europe</u>	43
Chapitre 3: Analyse statistique	48
3.1 <u>Variables indépendantes</u>	
3.1.1 Sexe	49
3.1.2 Âge	50
3.1.3 Classe sociale subjective	51
3.1.4 Scolarité	53
3.1.5 Groupe ethnique	54
3.1.6 Affiliation à un parti politique	55
3.2 <u>Variables dépendantes</u>	
3.2.1 Opinion sur l'immigration selon le pays	58
3.2.2 Identité nationale des répondants selon le pays	63
3.3 <u>Variable dépendante "xénophobie"</u>	
3.3.1 Xénophobie et sexe	67
3.3.2 Xénophobie et âge	69
3.3.3 Xénophobie et classe sociale	71
3.3.4 Xénophobie et éducation	72
3.3.5 Xénophobie et affiliation à un parti politique	72

3.4 <u>Variables identité nationale ethnique et civique</u>	73
3.5 <u>Niveau de xénophobie selon le type d'identité nationale</u>	78
3.6 <u>Analyse de corrélation et de régression</u>	81
Discussion et conclusion	89
Annexe 1 Origine ethnique des répondants du Canada.....	98
Annexe 2 Partis politiques selon le pays.....	99
Annexe 3 Opinions des répondants sur l'immigration.....	101
Annexe 4 Votation politique selon le sexe (Autriche et Italie)	103
Annexe 5 Scolarité, classe soc. et id.nat.ethnique selon le sexe et selon le pays.....	104
Annexe 6 Xénophobie selon la votation politique et le pays	107
Annexe 7 Table de corrélation.....	109
Annexe 8 Analyse de régression.....	110
Bibliographie	125

Liste des tableaux

1.1 Sexe des répondants selon le pays	49
1.2 Âge des répondants selon le pays	50
1.3 Classe sociale des répondants selon le pays	51
1.4 Années de scolarité des répondants selon le pays	53
1.5 Affiliation politique des répondants selon le pays	55
2.1 Identité nationale des répondants selon le pays	64
3.1 Niveau de xénophobie selon le pays	66
3.2 Niveau de xénophobie selon le sexe	67
3.3 Niveau de xénophobie selon le groupe d'âge	70
3.4 Niveau de xénophobie selon la classe sociale subjective.....	71
3.5 Niveau de xénophobie selon les années de scolarité.....	72
3.6 Niveau de xénophobie selon l'affiliation politique.....	73
4.1 Identité nationale civique selon le pays	75
4.2 Identité nationale ethnique selon le pays	76
5.1 Niveau de xénophobie selon l'identité nationale civique	78
5.2 Niveau de xénophobie selon l'identité nationale ethnique	79
6.1 Principaux prédicteurs de xénophobie.....	88
6.2 % du niveau de xénophobie expliqué par les 3 modèles de régression.....	88

Liste des graphiques

1.1 Opinion 1 "Les immigrants font grimper le taux de criminalité"	59
1.2 Opinion 2 "Globalement, les immigrants contribuent à la santé économique"	60
1.3 Opinion 3 "Globalement, les immigrants privent d'emplois les citoyens de naissance"	61
1.4 Opinion 4 "Les immigrants ouvrent le payx aux idées et aux cultures"	62

Résumé de thèse – Amélie Laprade

Titre: Identité nationale et xénophobie: Comparaison internationale – Autriche, Italie, Grande-Bretagne et Canada.

Résumé:

- Cette thèse fait la comparaison des sentiments xénophobes de quatre pays, soit l'Autriche, l'Italie, le Canada et la Grande-Bretagne. Les pays sélectionnés font partie d'un échantillonnage de 24 pays ayant participé à l'enquête de l'*International Social Survey Programme* (ISSP) réalisée en 1995. Les sentiments xénophobes ont été analysés selon le type d'identité nationale, soit l'identité nationale ethnique et l'identité nationale civique, et selon d'autres variables qui nous ont semblé pertinentes comme facteur relié au taux de xénophobie: le niveau de scolarité des répondants, leur groupe d'âge, leur sexe, leur classe sociale subjective et leur affiliation politique. Notre recherche est basée sur les travaux de A. Smith (1991) pour ses définitions d'identité nationale civique et ethnique et de sur les travaux de Hjerm (1998) qui a également étudié cette problématique avec les données de ISSP 1995. D'une part, nous avons démontré que les concepts mis à l'avant par Smith ne sont pas pertinents dans l'étude de leur impact sur la xénophobie, et d'autre part, que nous n'arrivons pas aux mêmes conclusions que Hjerm (1998). Selon ce dernier, les gens qui sont plus enclins à avoir une identité nationale civique ont moins de chance d'avoir des sentiments xénophobes, ce qui n'a pas été confirmé par nos analyses. Les variables les plus significatives sur la xénophobie ont été l'identité nationale ethnique, le nombre d'années de scolarité, la classe sociale subjective et l'affiliation à un parti politique de droite ou d'extrême droite. En comparant le niveau de xénophobie entre les pays, l'Italie avait le niveau le plus élevé, suivi de l'Autriche, de la Grande-Bretagne et du Canada. Nous avons également découvert la situation unique du Canada en regard des trois autres pays européens. Le niveau de xénophobie au Canada était beaucoup plus faible, entre autres, parce que l'identité nationale ethnique y était beaucoup moins importante et que le niveau de pluralisme y était plus élevé que dans les autres pays étudiés.

*À mes parents, spécialement mon père,
pour leur encouragement, support et
motivation tout au long de mes études.
Merci pour ce beau cadeau.*

*Je remercie mon directeur de thèse, M. Richard Poulin,
et les membres de mon comité d'évaluation,
spécialement M. Leslie L. Laczko, pour leurs précieux
conseils lors de la rédaction de cet ouvrage.
Merci également à mon conjoint Patrick
et à mes amis, pour leur encouragement
dans les moments qui m'ont paru parfois difficiles.*

Les événements du 11 septembre 2001 ont perturbé le monde entier. Les actes de terrorisme perpétrés contre les États-Unis ont résonné tout autour du globe et les réseaux CNN et Al-Jazeera ont transmis et traité la nouvelle chacun à leur façon. La montée de la xénophobie, ou de l'islamophobie, qui s'est installée ou renforcée dans plusieurs pays occidentaux, nous mène à réfléchir aux questions sociales qui feront l'objet de cette thèse. Nous nous sommes principalement intéressés à celles reliées à l'immigration, à l'identité nationale et aux sentiments xénophobes développés contre les immigrants venant s'installer dans une nouvelle terre d'accueil.

Au cœur de cette étude, nous avons tenté de découvrir l'opinion des gens sur les liens entre l'immigration et les éléments sociaux suivants : la criminalité, l'économie, l'emploi et la culture, afin de mesurer et de comparer les sentiments xénophobes des répondants de quatre pays, soit l'Autriche, l'Italie, le Canada et la Grande-Bretagne. Les pays sélectionnés font partie d'un échantillonnage de 24 pays ayant participé à l'enquête de *l'International Social Survey Programme* (ISSP) réalisée en 1995. Le sujet de cette enquête portait essentiellement sur les identités nationales, mais comprenait également certaines questions sur les sentiments des répondants envers les immigrants de leur pays. Nous avons donc uni ces deux thèmes et avons fait l'analyse des données des questions pertinentes à notre sujet.

Notre choix des pays a été basé sur ceux dont l'identité nationale nous semblait relativement homogène et dont l'attachement régional est plus important

(l'Autriche et l'Italie) et ceux dont l'identité nationale nous semblait plus hétérogène et multinationale (la Grande-Bretagne et le Canada). Notre hypothèse de départ concernant le choix de ces pays était que la Grande-Bretagne et le Canada auraient un niveau de xénophobie moins élevé que l'Italie et l'Autriche, puisque ces derniers ont également une coalition de partis de droite et d'extrême-droite à la tête de leur gouvernement. Les sentiments xénophobes ont été analysés selon le type d'identité nationale, soit l'identité nationale ethnique et l'identité nationale civique, et selon d'autres variables qui nous ont semblé intéressantes à analyser, soit le niveau de scolarité des répondants, leur groupe d'âge, leur sexe, leur classe sociale subjective et leur affiliation politique.

Avant l'étude de Hjerm (1998), aucune recherche empirique ne tentait de relier la xénophobie avec l'attachement qu'ont les gens face à leur nation ou à leur État-nation (Hjerm, 1998 :335). La xénophobie et le patriotisme seraient-ils deux facettes d'une même médaille ? Cette dynamique complexe et explosive aurait déjà été présente à l'âge d'or de la Grèce, le terme grec « xénophobie » signifiant littéralement la peur de l'étranger. Les sentiments xénophobes étudiés aujourd'hui sont peut-être vécus sous une différente forme que ceux du passé ou du futur mais néanmoins, ils ne sont pas des phénomènes nouveaux et ne disparaîtront probablement pas dans un avenir prochain (Hjerm, 1998 : 335).

Mise à part la définition étymologique sur l'origine grecque du mot xénophobie, comment le définir sociologiquement ? Tout au long de notre recherche, nous utilisons le terme « xénophobie ». Plusieurs auteurs, dont

Wieviorka (1994), utilisent le terme xénophobie en l'associant au racisme, ou utilisent la phrase « Le racisme et la xénophobie... », sans pour autant définir clairement ce terme ou le distinguer du racisme. Hjerem (1998 :335) définit la xénophobie comme un dénigrement d'individus ou groupes d'individus qui est basé sur des différences perceptibles. Nous pouvons aussi définir la xénophobie comme « *les sentiments d'hostilité répandus dans une nation à l'égard, en particulier, des étrangers immigrés, sentiments liés aux conflits économiques et aux concurrences culturelles* » (Akoun et Ansart, 1999 : 567). C'est à ces définitions que nous nous référons lorsque nous utilisons les termes « xénophobie » ou « sentiments xénophobes » au cours de notre recherche.

Chapitre 1 : Cadre théorique

Le modèle théorique de Anthony Smith (1991) traite des différentes formes d'identités nationales. Ce modèle fait la distinction entre l'identité nationale civique, liée au territoire, à la citoyenneté, à la nation comme volonté, et l'identité ethnique, liée aux ancêtres, à la communauté de naissance, à la culture, à la nation comme hérédité (Smith, 1991 : 8-15). Cependant, ces distinctions entre identité nationale civique et ethnique sont très relatives puisque le concept d'identité nationale ethnique est souvent lié à un nationalisme défensif où le groupe dominé dans la société défend sa langue et sa culture, ce que le groupe dominant n'a pas à faire, car il n'est pas menacé d'assimilation. Ces concepts renvoient à une

hiérarchisation des nationalismes dont l'une des fonctions est décrite comme suit par Richard Poulin (2000 : 13-14) :

Comme si ce qui était national était de nature « noble » et ne valait que pour les nations dites historiques. Donc, d'un côté de la scène guerrière, il y a l'indignité ethnique, et de l'autre, la supériorité nationale (...) Le nationalisme du minoritaire est nécessairement porteur de racisme, car il n'est qu'« ethnique » (ne combat-il pas pour protéger la langue et la culture du groupe?), tandis que celui du dominant est ouvert, pluraliste et démocratique par essence.

Hjerm (1998) reprend les définitions d'identité nationale civique et ethnique proposées par Smith et les applique à l'enquête internationale du ISSP mentionnée précédemment. Il s'agit donc pour nous de valider ou d'invalider les concepts mis à l'avant par Smith par le biais d'une application de ces concepts à une enquête qui permettra de comparer les données et les résultats de Hjerm à celles analysées par notre étude. L'hypothèse développée par Hjerm (1998) pour l'Australie, la Suisse, l'Allemagne et la Grande-Bretagne est la suivante : à l'intérieur de chacun de ces pays, les gens qui sont plus enclins à avoir une identité nationale civique sont moins xénophobes que ceux qui ont tendance à avoir une identité nationale ethnique. Puisqu'il existe différents niveaux ou degrés d'identité nationale, l'auteur ajoute donc deux groupes : ceux qui ont une identité nationale multiple (combinaison d'identité nationale ethnique et civique) et les pluralistes (gens qui n'ont pas ou peu de sentiment d'appartenance à une identité nationale) (Hjerm, 1998 : 337-346). C'est donc dire que les seuls concepts d'identité

nationale civique et d'identité nationale ethnique de Smith n'ont pas été suffisants pour que Hjerm puisse analyser et comprendre les données de son étude.

Cependant, aucune hypothèse n'a été émise par rapport aux deux autres types d'identité nationale (multiple et pluraliste). Nous avons donc utilisé les deux seuls types d'identité nationale de Smith (1991) et tenté de comparer nos résultats avec ceux de Hjerm (1998). L'étude de Hjerm nous a été essentielle et a servi de modèle pour cette recherche. En utilisant les mêmes concepts mais avec différents pays, nous serons à même de vérifier si nous arrivons aux mêmes conclusions. Les hypothèses émises dans ce projet seront-elles confirmées ? Les sentiments xénophobes seront-ils les mêmes indépendamment du type d'identité nationale des répondants de chaque pays? Ce questionnement est à la base de notre analyse.

1.1 Définitions de certains concepts :

1.1.1 Modèle civique ou occidental de la nation / identité nationale civique:

L'identité nationale civique ou le modèle occidental de la nation est tout d'abord une conception spatiale ou territoriale des nations. Celles-ci possèdent alors des territoires bien définis et comprennent certains éléments importants :

A) Un territoire historique, ce qui signifie que les gens et le territoire ont subi une influence mutuelle et bénéfique à travers les générations.

B) La patrie: mémoires et associations, où les sages, les saints et les héros ont vécu, se sont battus, ont travaillé et ont prié. Les ressources du territoire

deviennent exclusives aux gens qui l'habitent; elles ne sont pas pour l'exploitation ou pour l'usage des « autres » (Smith, 1991 : 9).

Nous remarquons qu'il y a de la xénophobie dans cette proposition. Les « autres », donc ceux qui n'habitent pas le territoire, sont exclus de ses ressources. L'idée de « patrie » est aussi associée à la communauté où il existe des lois et institutions avec une seule volonté politique (Smith 1991 :10). Ceci sous-entend qu'il existe certaines institutions communes qui vont s'exprimer à travers des sentiments et volontés politiques communes.

Dans la conception occidentale ou civique de la nation, Smith considère comme faisant partie intégrante de son modèle, les droits civils, légaux et politiques dont jouissent les membres de la société mais dont sont exclus les étrangers. Ceci implique un minimum de droits et d'obligations réciproques entre les membres d'un groupe donné et une exclusion corrélatrice des étrangers de ces droits et devoirs dont il est question. Il existe également un code de lois commun qui transcende les lois locales de la société. (Smith, 1991 :10).

Hjerem reprend le concept de Smith décrit précédemment pour définir l'identité nationale civique : celle-ci est caractérisée par un territoire bien défini, avec ses lois et institutions, ayant une seule volonté politique, des droits égaux et des valeurs communes pour les membres de la nation ainsi que des traditions et sentiments qui lient les citoyens ensemble (Hjerem, 1998 :339).

Finalement, l'égalité légale des membres d'une communauté politique suppose des valeurs et traditions communes dans la population. Les nations doivent avoir

une culture commune et une idéologie civique, un ensemble de compréhensions et d'aspirations, de sentiments et d'idées, qui unit la population ensemble dans leur patrie (Smith, 1991; 11). En résumé, un territoire historique, une communauté et égalité légalopolitique, entre les membres et une culture et idéologie civique communes, voilà ce qui caractériserait ou définirait le modèle occidental de la nation et l'identité nationale civique.

1.1.2 Modèle ethnique ou oriental de la nation / Identité nationale ethnique :

Le modèle ethnique de la nation se distingue du modèle civique principalement par son accent sur la communauté de naissance et sur la culture d'origine. Le modèle occidental soutient qu'un individu doit appartenir à une nation, mais par l'émigration, il peut aussi choisir de son plein gré à quelle nation il appartiendra.

Le modèle ethnique ne permet pas ce choix. Plus concrètement, le modèle ethnique implique que si l'individu habite dans sa communauté ou s'il émigre ailleurs, il restera inmanquablement un membre de sa communauté de naissance. Le lieu d'habitation n'a pas d'importance. La nation est alors vue comme une communauté ayant un ancêtre commun. Il est possible de retracer l'origine de la nation à un ancêtre : les membres sont vus comme frères et sœurs ou cousins, ce qui les différencie des « autres gens de l'extérieur » (Smith, 1991; 10 -12).

Le peuple est aussi un élément populaire dans le modèle civique, mais il est plutôt perçu comme une communauté politique vivant sous les mêmes lois et institutions. Dans le modèle ethnique, même là où il n'est pas directement mobilisé dans des actions politiques, il peut toutefois servir aux aspirations nationalistes. Les leaders ou les chefs peuvent alors justifier leurs actions et unir différents groupes en faisant appel à la « volonté du peuple ». (Smith, 1991 : 12).

Sur les langues et coutumes, les philologues, folkloristes et lexicographes ont joué un important rôle dans les débuts des nationalismes en Europe de l'Est et en Asie. Les recherches des cultures présentes et passées permettent de connaître les mythes, l'histoire et les différentes traditions des communautés (Smith, 1991 :12).

Interprétée à la façon de Smith, nous pourrions inclure la variable de la langue (dans notre questionnaire) dans le modèle d'identité nationale ethnique, mais ce n'est pas ce que Hjerm a décidé. Présentée dans le questionnaire, la variable « connaître la ou les langues officielles » n'a pas été perçue au même sens que Smith l'interprète, c'est-à-dire au sens de l'étude des mots et des expressions d'une langue, et c'est pour cette raison que Hjerm ne l'a pas incluse dans le modèle ethnique. Hjerm a interprété la langue plutôt comme un élément important du processus démocratique de la société civique et l'a donc incluse dans le modèle civique de l'identité nationale (Hjerm, 1998 : 340). Nous croyons que ceci est une faiblesse de l'étude de Hjerm. Si la langue avait été incluse dans le modèle d'identité nationale ethnique, peut-être que les résultats de ses analyses auraient été

différents. Cependant, puisque notre intention est de comparer nos résultats avec ceux de Hjern, nous avons résolu d'inclure la variable « langue » dans l'identité nationale civique.

1.1.3 Nationalisme, nation et identité nationale

Smith nous dit qu'il existe un dualisme profond au cœur de tous les nationalismes : tout nationalisme contient certains éléments ethniques et civiques, sous différents degrés et différentes formes. Parfois les éléments civiques et territoriaux dominant, parfois ce sont les éléments ethniques et vernaculaires qui dominant (Smith, 1991; 13).

Sur la nation elle-même, Smith la définit comme suit : c'est une collectivité ou une communauté qui partage « un territoire historique, des mythes et des souvenirs historiques communs, une culture de masse, une économie commune et des droits et devoirs communs pour tous ses membres » (Smith, dans Wieviorka, 1993 : 62).

Le nationalisme est souvent associé à des mouvements racistes ou xénophobes et Wieviorka en fait aussi la remarque : « Dans le monde contemporain, la poussée du nationalisme semble si souvent associée à des discours et des conduites xénophobes, racistes ou antisémites, qu'il est tentant d'associer racisme, au sens large, et nationalisme » (Wieviorka, 1993 : 45).

Ceci nous amène donc à comprendre la complexité et la nature abstraite de la nation et de l'identité nationale, composées d'interrelations entre des éléments ethniques, culturels, territoriaux, économiques, légaux et politiques. Ces éléments

démontrent un lien de solidarité entre les membres d'une communauté unifiée par des souvenirs, mythes et traditions communes (Smith, 1991 : 15). L'identité nationale et l'autodéfinition de cette identité est l'élément qui amène le plus de doutes et de scepticisme. Tenant compte du large éventail d'attitudes et de perceptions humaines, il est normal que plusieurs ne soient pas d'accord sur les critères définissant la relation à la nation (Smith, 1991 : 17).

1.1.4 Ethnicité et racisme :

Dans l'explication des relations ethniques, Peter S. Li (1990) présente les principaux éléments historiques et théoriques utilisés. L'auteur affirme que les traits culturels et physiques ont été utilisés à travers l'histoire pour justifier la discrimination, la ségrégation, etc. Il existerait alors une classification selon les bases biologiques et culturelles; les traits superficiels, tels que la couleur de la peau, sont utilisés comme critères logiques ou caractéristiques pour différencier les « Blancs » des « non-Blancs », pour déterminer les capacités mentales, sociales et culturelles, et pour créer une certaine hiérarchie entre les groupes où certains sont supérieurs aux autres. Là se retrouverait l'essence du racisme (Li, 1990 : 3).

Différentes définitions existent sur le concept d'ethnicité. L'origine du terme « ethnique » provient de la racine grecque « ethnos » qui veut dire « héritage commun ». Dans l'usage contemporain, les sociologues définissent généralement le groupe ethnique comme un groupe partageant une expérience et une origine commune. L'ethnicité est aussi vue comme forme d'identité où l'on retrouve

certains éléments communs : ancêtre, culture, religion, langue, territoire, institutions, etc. Une autre approche, plutôt marxiste, définit l'ethnicité comme conséquence de relations inégales, produites et maintenues par une différence de pouvoir entre le groupe dominant et les groupes dominés (Li, 1990 : 4-5). Les définitions des groupes ethniques ou raciaux sont plus apparentes quand celles-ci sont légalement définies par la loi (ex. : les Noirs de l'Afrique du Sud et les Autochtones du Canada). Dans ces cas, la loi ne cherche pas à savoir si les gens se considèrent ou non comme appartenant à un groupe ethnique spécifique. Ainsi, la définition légale du terme « Autochtone » utilisée lors des derniers recensements au Canada a connu certains changements au cours des années et pouvait donc inclure certaines personnes une année, et les exclure au recensement suivant (Doob et Roberts, 1997 : 473-474).

Il est aussi important de mentionner le rôle et l'effet des théories existantes sur l'État et les politiques de celui-ci. Les théories sur les groupes ethniques influencent le gouvernement et les réactions publiques sur les conflits ethniques qui existent. Nous n'avons qu'à penser aux théories assimilationnistes comme le *melting pot* ou le multiculturalisme qui ont influencé les politiques et pratiques légales des gouvernements de différents pays (Li, 1990 : 12). Par exemple, l'Acte des Indiens de 1876 a donné une fondation légale et bureaucratique pour définir la façon dont les Autochtones devaient être traités au Canada. Entre 1875 et 1924, plusieurs lois ont été adoptées pour restreindre les droits des Chinois (Li, 1990 : 13). Selon Li (1990), les relations ethniques ne sont pas le résultat « naturel » de

l'évolution de la culture mais au contraire, sont souvent le résultat d'actions et de politiques d'État reflétant les intérêts de la société nationale dominante.

Selon Doob et Roberts (1997), le plus grand problème existant quant aux définitions de « race », d'ethnicité ou de minorité visible, réside dans le fait qu'il est très difficile d'arriver à une méthode pour estimer parfaitement la proportion des différents groupes ou minorités visibles. Au principal recensement canadien qui a lieu tous les 10 ans, les questions concernant la « race » ou l'ethnicité se modifient et évoluent avec les années. Ceci cause certes un problème au niveau méthodologique pour les fins de comparaisons temporelles, mais reflète aussi les changements et l'évolution de la société canadienne face à ces questions. Par exemple, une augmentation de la population autochtone entre les années 1961 et 1991 n'est peut-être pas seulement liée aux taux de natalité, mais aussi aux changements sociaux et légaux des Autochtones (Doob et Roberts, 1997 : 475-476).

Même si certaines difficultés existent quant à la définition de certains termes, Van den Berghe (1967, cité par Ujimoto, 1990 : 213) nous présente quatre différentes définitions ou concepts du terme « race » :

- 1- Sous-espèce de *l'homo sapiens*, caractérisée par certains traits phénotypiques et génétiques.**
- 2- Groupe humain qui partage certaines caractéristiques culturelles telles que la langue ou la religion, par exemple, la « race française » ou la « race juive ».**

- 3- Synonyme d'espèce : par exemple : l'espèce humaine.
- 4- Groupe humain qui se définit ou est défini par les autres groupes comme différents des autres en vertu de caractéristiques innées et de traits physiques immuables (définition la plus couramment utilisée).

Sur la définition du racisme, Bolaria et Li (1985) écrivent que le racisme et les problèmes raciaux commencent avec les questions ouvrières non pas à cause de cultures différentes, mais plutôt par une confrontation basée sur une relation de pouvoir entre le groupe dominant et les groupes opprimés. Le racisme ne serait donc pas une incompréhension culturelle, mais plutôt une idéologie délibérée désignée pour justifier le traitement injuste du groupe opprimé dans le but d'exploiter sa force de travail (Bolaria et Li, 1985 : 1).

Race, as superficially defined by skin colour, provides the social basis for categorizing a segment of the labour force as inferior so that menial tasks can be performed at a lower cost (...) To us, race is a relational concept; and race relations are inevitably unequal relationships (Bolaria et Li, 1985 : 1-2).

Fougeyrollas (1985) soulève un point important pour notre recherche : pour analyser les problèmes culturels, comme nous le faisons ici avec les identités nationales et la xénophobie, nous devons aussi examiner en corrélation le racisme, ses origines historiques, ses implications sociales et ses fonctions au sein de la société (Fougeyrollas, 1985 : 73-74).

La plus ancienne forme de racisme se retrouve dans les préjugés culturels; à tout ce qui se rapporte à l'altérité. Plusieurs éléments sont à la base de ces préjugés : les différences linguistiques, les vêtements, la coiffure, la cuisine, les manières de table, etc. Tous ces éléments aident les individus à participer à leur communauté sociale et en même temps, ils se distinguent des « autres » (Fougeyrollas, 1985 :74-77). Enfin, Fougeyrollas souligne que les préjugés culturels sont difficiles à surmonter car ils ne se situent pas au niveau de la connaissance et ne se simplifient pas à de simples prénotions. Ils proviennent généralement de vécus différents du corps, par exemple les croyances religieuses, et le raisonnement est souvent incapable de les faire disparaître.

Les préjugés culturels ont trouvé dans leurs religions respectives leur expression par excellence (...) il serait excessif d'affirmer que les religions ethniques ont opposé conflictuellement les peuples, elles les ont, en tout cas, séparés et fourni la justification idéologique de leur séparation et de leurs clôtures respectives (Fougeyrollas, 1985 :77-78).

Quant au racisme, celui-ci dépasse les préjugés culturels. Même si des formes de racisme existent depuis longtemps, ce qui est nouveau est le caractère idéologique associé au racisme et qui sert de justification à des actions répressives et parfois exterminatrices. De plus, le racisme mène à une «vision du monde qui refuse d'admettre l'unicité et l'unité essentielle de l'espèce humaine et qui prétend que cette espèce se trouve immuablement divisée en sous-espèces ou "races" supérieures et inférieures » (Fougeyrollas, 1985 : 82-83).

1.2 Méthodologie :

Afin de mesurer l'importance ou non de l'identité nationale, la question suivante a été posée aux participants de l'enquête ISSP 1995 :

« Certaines personnes disent que les éléments suivants importent pour être réellement Canadiens (ou Australiens, Américains, etc. dépendant du pays dans lequel le sondage a été administré). D'autres disent qu'ils n'ont pas d'importance. Quelle importance attachez-vous à chacun de ces éléments ? » :

- a) naître au pays
- b) avoir la citoyenneté du pays
- c) vivre au pays presque toute sa vie
- d) connaître la ou les langues officielles
- e) être de la religion dominante du pays
- f) respecter les lois et institutions politiques du pays
- g) se sentir membre du pays

Les répondants devaient alors cocher un des choix de réponses suivants pour chacune des déclarations : très important, assez important, pas très important, nullement important ou choix impossible. Les sept propositions ont été divisées en deux catégories; le modèle civique et le modèle ethnique. Les propositions a), c) et e) ont été catégorisées comme appartenant au modèle ethnique et les quatre autres appartenant au modèle civique. Les répondants avec une forte identité nationale ethnique ont obtenu un résultat élevé sur les trois propositions a), c) et e) et un résultat faible pour les autres. Le contraire soulignait une forte identité nationale civique.

Afin de mesurer ou de quantifier la xénophobie, la question analysée était la suivante : « Les avis sont partagés quant aux immigrants d'autres pays vivant au Canada. (Les « immigrants » sont ceux qui viennent s'installer au pays.) Comment réagissez-vous aux déclarations suivantes ? »

- a) Les immigrants font grimper le taux de criminalité
- b) Globalement les immigrants contribuent à la santé économique
- c) Les immigrants privent d'emplois les Canadiens de naissance
- d) Les immigrants ouvrent le pays aux idées et aux cultures.

Les répondants devaient cocher un des choix des réponses suivant pour chaque déclaration : très d'accord, d'accord, ni pour ni contre, désaccord, très en désaccord, ou choix impossible. Dans l'étude de Hjerm, les résultats obtenus variaient entre 0 et 16 (16 étant le plus grand sentiment de xénophobie). Les résultats obtenus ont été les suivants : Australie : 6,2; Suisse : 7,6; Allemagne : 7,9 et la Grande-Bretagne : 8,1 (Hjerm, 1998 : 341).

1.3 Limites méthodologiques :

En utilisant une méthode quantitative pour l'analyse des données, certaines limites doivent être mentionnées, dont celles liées directement aux analyses quantitatives et statistiques (Tremblay, 1991 : chap. 3) :

- 1- Erreur d'échantillonnage, ce qui est mesurable
- 2- Erreur dans l'interprétation des résultats. Cela repose sur la qualité et l'expérience du chercheur
- 3- Erreur de conception (concepts / notions mal comprises par les répondants de l'enquête)
- 4- Erreur liée à la formulation des questions.

En ce qui concerne l'enquête de ISSP, Svallfors (1996) a souligné un problème important au niveau des comparaisons internationales; ce problème était du ressort des attitudes. En effet, Svallfors a remarqué que certaines questions étaient parfois difficiles à traduire ou susceptibles d'être interprétées différemment selon les pays. Ce problème rejoint aussi le quatrième type d'erreur mentionné plus haut (Svallfors, 1996 : 129). Hjerm (1998) a soulevé aussi une autre limite importante liée à cette enquête en particulier, et qu'il a appelé le problème du « social desirability ». C'est-à-dire que même si le questionnaire est administré de façon anonyme, les répondants peuvent donner des réponses « socialement désirables » afin de ne pas paraître xénophobes. Ceci peut mener à une sous-estimation de l'ampleur de la xénophobie dans tel ou tel pays en particulier (Hjerm, 1998 : 338). Une dernière limite qui est importante de soulever est celle des définitions des concepts utilisés lors de l'enquête. Les concepts / notions d'ethnicité, d'identité nationale et d'identité nationale civique et ethnique ont été clairement définis pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté quant au sens du mot utilisé aussi bien dans les questions que dans les réponses de l'enquête. Le concept de « scolarité » utilisé dans l'enquête ISSP 1995 a également été largement critiqué et les principaux arguments sont présentés dans le chapitre suivant lors de l'analyse de cette variable.

Chapitre 2. La Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Italie et le Canada

Avant de pouvoir comparer les données entre les différents pays de notre étude, il est essentiel de connaître et de comprendre d'abord les données de chacun des pays séparément. Si nous voulons comparer les niveaux de xénophobie ou le type d'identité nationale entre les pays, il est important d'explorer certains éléments qui pourraient avoir une influence ou expliquer en partie les opinions xénophobes ou non sur l'identité nationale des répondants. Quel est le profil des répondants de chaque pays ? Nous regarderons également les variables démographiques telles que l'âge, le sexe, la scolarité, la votation aux dernières élections, le groupe ethnique, etc. Après avoir pris connaissance de ces variables, nous pourrons ensuite comparer les résultats entre les pays et enfin, les incorporer à notre variable dépendante, le niveau de xénophobie. Même si la question principale qui nous intéresse dans cette analyse est de connaître l'influence des différents types d'identité nationale sur la xénophobie, la plupart des recherches sont d'accord pour dire que les facteurs ou variables démographiques peuvent influencer les sentiments racistes, les préjugés culturels ou la xénophobie (Couper et Martuccelli, 1994 : 28-32). C'est pourquoi nous avons décidé de les inclure dans notre analyse. Il importe de comprendre également l'ambiance socio-politique de chacun des pays. Qu'est-ce qui caractérise ces pays ? Quels partis politiques sont au pouvoir ? Sont-ils au pouvoir depuis longtemps ? Quels sont les principaux discours politiques ? Ont-ils des politiques spéciales liées à l'immigration ? Nous tentons ici de répondre à ces questions.

2.1 Contexte socio-politique des pays :

2.1.1 Grande-Bretagne : La Grande-Bretagne est un pays d'environ 58 650 000 habitants. La nature du régime est une démocratie parlementaire à royauté constitutionnelle, dont le premier ministre est M. Tony Blair, chef du parti travailliste, depuis 1997 (Crowley, 1999 : 488-492). En 1995, année de notre enquête, le parti au pouvoir était le parti conservateur dirigé par John Major, qui succédait à Margaret Thatcher (Birch, 1998 : 65).

En 1991, les immigrants représentaient environ 5 % de la population, soit environ 2 800 000 personnes (Lurbe, 2000 :15). En plus de cette importance numérique, il y a l'importance symbolique associée à cette « nouvelle » immigration : « Pour la première fois de son histoire, la Grande-Bretagne fait l'expérience d'une immigration extra-européenne, comme d'ailleurs les autres pays d'Europe » (Lurbe, 2000 : 15).

Depuis 1948, la classe politique de la Grande-Bretagne a fait une constante révision de la législation sur trois aspects qui sont intimement liés entre eux :

- 1. La nécessité d'exercer un contrôle sur les immigrants provenant des pays membres du Commonwealth.**
- 2. La redéfinition de la nationalité britannique.**
- 3. Le besoin de créer une législation contre la discrimination raciale et la mise en place de politiques de relations raciales.**

Certains auteurs avancent que cette législation peut nous paraître ambiguë et paradoxale parce « qu'elle conjugue parfois universalisme et racisme, qu'elle se veut tour à tour inclusive et excluante [...] » (Couper et Martuccelli, 1994 : 53).

Concernant ces législations, plusieurs dispositions juridiques ont été créées au cours du XXe siècle pour exercer un certain contrôle de l'immigration en Grande-Bretagne (British Nationality Act de 1948, Commonwealth Immigration Act de 1962, l'Immigration Act de 1971, British Nationality Act de 1981, etc.) et certaines lois ont été mises sur pied afin de lutter contre la discrimination raciale, entre autre la Commission for Racial Equity, qui a le pouvoir d'enquêter sur les pratiques discriminatoires (Lurbe, 2000 :18). Cependant, malgré les efforts pour enrayer ou diminuer la discrimination raciale, les chiffres ne sont pas très rassurants; pour la seule ville de Londres, les agressions racistes ont connu une hausse de 42 % entre 1993 et 1998 (Lurbe, 2000 : 19). Couper et Martuccelli ajoutent que malgré le renforcement constant de la législation, la discrimination raciale est toujours une pratique courante, surtout au niveau de l'école, du travail et de l'accès au logement (Couper et Martuccelli, 1994 : 30). Certains analystes, dont John Rex (cité dans Layton-Henry, 1992 : 62), argumentent alors que la population noire forme une classe séparée dans la société britannique, une classe qualifiée de « underclass ».

Selon Layton-Henry (1992), c'est la population noire qui subit le plus de discrimination et ce, dans plusieurs aspects de leur vie sociale : au niveau de l'emploi, du logement, dans l'éducation, dans les relations avec les corps policiers

et autres sections du système de justice pénale. Ce genre de discrimination semble persister et affecter aussi les deuxième et troisième générations de Noirs nés et éduqués en Grande-Bretagne (Layton-Henry, 1992 : chap. 3).

Une étude de 1985 réalisée en Grande-Bretagne révélait que 9 Britanniques sur 10 croyaient qu'il existait des préjugés raciaux et près d'un tiers déclaraient avoir eux-mêmes ce type de préjugés. Ces sentiments semblaient plus fréquents chez les hommes, parmi les personnes âgées, les ouvriers et les chômeurs. De plus, ces déclarations sont plus souvent exprimées par les partisans du Parti conservateur que ceux d'autres partis politiques (Couper et Martuccelli, 1994 : 29).

Sur le multiculturalisme de ce pays, certains auteurs avancent que la Grande-Bretagne n'est pas multiculturelle parce que diverses cultures se côtoient, mais plutôt parce que les « identités culturelles y acquièrent une autonomie croissante vis-à-vis des traditions pré-nationales, ainsi que par rapport aux structures sociales » (Couper et Martuccelli, 1994 : 59-60).

Principaux partis politiques :

- Parti conservateur

Le Parti conservateur serait divisé nettement entre deux tendances et celles-ci peuvent même paraître antagonistes (Lurbe, 2000 : 62-64) :

A) Attachement à l'ordre politique et social : Certaines valeurs sont essentielles au bon fonctionnement de la société, comme celle du goût du travail et les valeurs familiales. Les écarts sociaux sont perçus comme naturels et nécessaires, mais ne doivent pas se creuser au point de nuire à la cohésion sociale. L'homosexualité et les familles monoparentales ne font pas partie de leur vision d'une société qui fonctionne « normalement ».

B) Adhésion à la libre entreprise et à l'économie de marché : avant que Margaret Thatcher ne soit à la tête du parti en 1975, les partis conservateurs et travaillistes étaient d'accord sur certains points, dont le système capitaliste et l'entreprise privée. Aujourd'hui, le Parti conservateur « a embrassé une politique de privatisation massive et de déréglementation qui fut mise en pratique successivement par Margaret Thatcher puis John Major, et qui demeure la doctrine économique des conservateurs dans l'opposition » (Lurbe, 2000 : 64).

- Le Parti travailliste

Jusqu'en 1995, le Parti travailliste se définissait comme un parti socialiste et incluait une clause (IV) dans son programme, voulant réaliser «l'appropriation collective des moyens de production, de distribution et d'échange» (Lurbe, 2000 : 67). En 1995, Tony Blair a pris la tête du parti et a aboli la clause (IV) ce qui a entraîné le Parti travailliste à abandonner la référence socialiste et à changer d'identité. Le Parti travailliste profita alors de l'usure et de l'affaiblissement des

dix-huit années de pouvoir du Parti conservateur et remporta les élections de 1997. Ce parti est maintenant perçu comme le parti des classes moyennes (Lurbe, 2000 : 67-68).

- Le Parti libéral-démocrate

Le Parti libéral-démocrate est en fait la fusion du Parti libéral, né en 1833 et du Parti social-démocrate, né à la fin des années 1970. Aux élections de 1992, le parti ne remporta que 20 sièges, mais c'est au niveau des élections locales que les gains ont été plus importants. Les efforts portés sur l'implantation locale a porté fruit aux élections de 1997, où le parti remporta 46 sièges. Cependant, au plan national, les libéraux-démocrates ont recueilli à peine 16,7 % des votes (Lurbe, 2000 : 68-70).

2.1.2 Autriche : L'Autriche est un petit pays de 8 140 000 habitants. Le régime politique est une république fédérale et les principaux partis sont le SPÖ (Parti social-démocrate), l'ÖVP (conservateurs / Austrian's People Party) et le FPÖ (Parti de la liberté). Depuis l'après-guerre, et jusqu'en 1999, le gouvernement autrichien était formé par une coalition de deux partis, le SPÖ et ÖVP. Aux élections d'octobre 1999, le FPÖ remporta 27 % des votes. Le parti de Jörg Haider (FPÖ), et celui Wolfgang Schussel, chef des conservateurs de l'ÖVP, ont formé une alliance contre le SPÖ au début du mois de février 2000, donc près de quatre mois après les élections (Szpott, 1999 : 463-466).

Plusieurs personnes qualifient Haider de xénophobe et d'anti-immigrants. C'est sûrement ce qui retient le plus d'attention. Ses propos et actions reflètent une philosophie d'extrême-droite. Par exemple, en 1993, il a préparé une pétition pour mettre un terme à l'immigration et diminuer le nombre d'élèves non germaniques dans les écoles. En 1994, lors de sa campagne électorale, il accusa les immigrants d'être la cause du chômage. Et en 1997, il proposa que le tiers des étrangers soient renvoyés dans leur pays (Truffaut, 2000). Lors de sa campagne de 1994, Haider fait un lien entre l'immigration et le taux de chômage. «Nous devons stopper l'immigration jusqu'à ce que le taux de chômage soit en dessous de 5 %» (ma traduction de l'anglais), prétendant qu'il était de 5,8 % alors que les données officielles à ce temps démontraient un taux de 4,4 % (Anonyme, ADL Backgrounder, 2000).

Le programme du parti de Jörg Haider, adopté en 1997, est disponible sur le site Internet du FPÖ (Program of the Austrian Freedom Party FPÖ Die Freiheitlichen). En voici les parties qui nous ont semblé les plus intéressantes.

Chapitre 4 : Le droit à une identité culturelle. Leur slogan : «Notre dévouement à notre identité culturelle est à la base de notre activité politique» (Notre traduction de l'anglais).

Article 4 : À cause de sa topographie (sa petite dimension), sa densité de population et de ses ressources limitées, l'Autriche n'est pas un pays pour l'immigration.

Chapitre 10, Article 8 : «Unrestricted immigration leads to serious distortion of the labour market and to a big demand on wage levels (...) Austria is not a country of immigration. The pressure on wages and rising prices in the housing market, which result from uncontrolled immigration, make for a distortion of the labor and housing market, which endanger social freedom ».

Des analystes politiques attribuent le succès du Parti de la Liberté à une acceptation et à une réceptivité du message anti-immigrants de Haider en plus d'un «écoeurement» par rapport au système de la Proporz et des mêmes partis au pouvoir depuis 50 ans (Les social-démocrates et les conservateurs). Les Autrichiens en ont assez

de voir les mêmes formations politiques au pouvoir depuis 50 ans. "Assez" de se sentir enfermés dans un Proporz System, qui consiste à distribuer un nombre considérable de postes à proportion égale entre le SPÖ et l'ÖVP, en échange d'une fidélité sans faille au Parti. "Assez" enfin, de subir des politiques d'austérité à répétition (Daum, 1998).

Sur l'«acceptation ou réceptivité» du message anti-immigrants, certains auteurs diront que cela résulte de la «proximité géographique du conflit en ex-Yougoslavie et l'afflux de réfugiés qui en a résulté» (Baier et al., 1997 :71). Ceci aurait rendu les Autrichiens plus méfiants envers les étrangers et envers l'immigration en général (Baier et al., 1997 :71). Selon Peter Ulram, directeur des études politiques de l'Institut de sondages Fessel : «Haider n'est pas perçu comme un extrémiste, sans quoi il ne dépasserait pas 5 % des voix en Autriche. Les gens

ne votent pas pour lui en raison de ses accointances d'extrême-droite, mais ils s'en moquent» (Audibert, 1995 : 43). Les deux grands partis, le SPÖ et l'ÖVP, ont créé un clientélisme et « une mafia politique devant lesquels Haider apparaît comme la seule alternative » (Audibert, 1995 : 43).

D'autres explications intéressantes sont aussi soulevées : l'histoire passée et présente du pays; les spécificités de la mentalité autrichienne; le rôle des responsables politiques de gauche comme de droite et le charisme de Jörg Haider (Daum, 1998). Le sentiment d'appartenance à la région habitée est également plus important que le sentiment d'appartenance au peuple autrichien ou au pays en général. Cet élément est soulevé par Daum (1998) et pourrait être une des explications du sentiment xénophobe des Autrichiens. Chaque région possède sa géographie, son histoire et son parler. Il ajoute qu'il existe «une mobilité interne très réduite (les gens naissent, vivent et meurent au même endroit), ce qui rend la sphère du semblable particulièrement limitée. Au-delà, c'est le différent, l'étrange, le suspect».

2.1.3 Italie : L'Italie est un pays d'environ 57 670 000 habitants. La nature du régime est une république parlementaire (L'état du monde 2000, 1999 : 505). Entre 1992 et 1995, plusieurs événements importants ont touché la sphère politique de l'Italie et il importe d'en résumer les essentiels afin de mieux comprendre les résultats de l'enquête ISSP sur les identités nationales.

Depuis une dizaine d'années, l'Italie subit de grandes modifications sur le plan politique; les partis traditionnels au pouvoir depuis plus de 50 ans se sont effondrés et ont fait place à de nouvelles formations politiques; le régime électoral a été modifié de façon à limiter les effets paralysant de la proportionnelle; et le Parti communiste italien a été à la fois ébranlé et rapproché du pouvoir par la chute du mur de Berlin et par la démocratisation des pays autrefois sous régime marxiste (Georgel, 1999 : 158).

Un des événements les plus marquants au niveau politique est celui de l'opération *Mani pulite* (Opération mains propres). En février 1992, un membre du Parti socialiste italien (PSI), Mario Chiesa, se retrouva pris dans une affaire de corruption et de pot-de-vin. Il révéla alors que selon lui, tous les partis politiques avaient recours à ces pratiques. Il s'en suivit alors une série d'arrestations et d'incarcérations (Georgel, 1999 : 118). « Entre février 1992 et mars 1994, l'ensemble des enquêtes pénales ont abouti à l'inculpation de plus de deux cents parlementaires, de mille administrateurs locaux et de près de deux mille responsables d'entreprise » (Briquet, 1997: 24). Le seul parti à ne pas avoir été touché par l'opération *Mani pulite*, est le MSI (Mouvement social italien) qui est devenu en 1994, l'AN (Alliance nationale). Cette opération marque le début de la crise de la république italienne; surtout en ce qui concerne la problématique de l'identité nationale, qui n'a pas pu rester à l'écart de cette crise. Le système politique a été remis en cause et a permis l'ouverture d'un procès de l'État (avec la

révélation d'une corruption généralisée) et d'un procès de la nation (avec l'essor des Ligues régionales) (Musiedlak, 1995 : 20).

Parlant de la société italienne, Mastropaolo (1996), cité dans Briquet (1997), la décrit comme étant

dépourvue de tradition étatique, de même que de tradition nationale. Au contraire, la méfiance vis-à-vis de l'État, le particularisme, le municipalisme, l'esprit de famille plus ou moins amoral et l'incivisme sont des traits de caractère que l'on a l'habitude de considérer, depuis toujours eux aussi, comme typique de la personnalité des Italiens (Briquet, 1997 : 20).

L'Italie est différente des autres pays voisins européens en ce sens qu'elle n'a pas connu « de ruptures révolutionnaires traumatisantes au point de susciter un engagement fort pour délimiter un espace commun d'appartenance et de vie en société, un espace qui représente l'État comme principe unificateur de valeurs et d'intérêts différents » (Briquet, 1997 : 20.). L'identité nationale en Italie n'est peut-être pas unifiée ou « forte » mais pour reprendre l'idée de Daum (1998), ce que l'Italie a de commun avec l'Autriche, c'est l'attachement régional ou local qui semble plus fort que l'attachement à la nation.

La construction nationale italienne souffre d'un déchirement symbolique toujours traversé par deux aspects : premièrement, par l'emprise universaliste où l'on tente de chercher une figure culturelle universelle, soit avec le catholicisme, l'imaginaire impérial du fascisme ou de l'Europe. Deuxièmement, il y a le rattachement au localisme qui est entretenu, entre autre, par un grand sentiment de

méfiance envers les « autres » Italiens. Ce sont par ces sentiments localistes que l'unité italienne a été affectée.

La nation se retrouve entre l'identité locale et l'appel universel. À la fois trop loin du localisme et pas assez près d'une image universelle, le sentiment national italien est instable et l'équilibre entre ces deux extrêmes n'étant pas encore atteint, la nation italienne ne peut se rapporter à l'un ou l'autre (Couper et Martuccelli, 1994 : 227-228).

Concernant l'immigration, la Ligue du Nord, dirigée par Umberto Bossi, tenait un message d'intolérance envers les gens « différents », en particulier les immigrés, qui présentaient une menace sociale et culturelle pour la communauté italienne. La Ligue du Nord « se fait porteur des valeurs du privé et de l'autonomie dans tous ces domaines » (Briquet, 1997 : 28-29). Le Mouvement social italien (MSI), repris en main par Gianfranco Fini en 1991, adopta une orientation dirigée vers un langage anti-immigré. En janvier 1992, dans un tract du MSI à Caserte, on pouvait y lire :

L'immigration signifie augmentation de la drogue, de la prostitution, de la délinquance, des maladies infectieuses, des conflits sociaux. L'immigration signifie déracinement culturel et "bâtardisation" du peuple italien (...) Celui qui offre un logement ou un travail aux immigrés est un ennemi de notre peuple (...) Nous voulons le renvoi immédiat des immigrés extra-européens (Couper et Martuccelli : 1994; 267).

En novembre 1993, le MSI a fait un bond électoral de plus de 20 % à Rome et près de 30 % à d'autres endroits. Dans le discours du MSI, cette constitution de l'ennemi qu'est l'immigré, joua à la fois comme générateur des tensions sociales et comme remplacement à une faible identité nationale (Couper et Martuccelli, 1994 : 268). Et Wieviorka (1993 : 117-118) d'ajouter que

le racisme et la xénophobie, encore très limités en Italie, relèvent pour l'essentiel d'une sorte de guerre entre exclus, Italiens pauvres contre immigrés, de la concurrence économique entre immigrés et nationaux sur le marché du travail souterrain ou illégal (trafic de drogue notamment), ou sur des enjeux commerciaux en fait peu nombreux (vente ambulante), ils ont bien peu à voir avec un sentiment de menace pour l'identité nationale, elle même au demeurant plutôt faible. Ethnicité, racisme et xénophobie occupent pourtant un large espace dans l'imaginaire italien tel qu'il est façonné par les intellectuels et les médias.

Lors des élections municipales de 1993, l'Italie assista à ce que nous pouvons appeler une bipolarisation du vote puisque les partis de gauche et de droite ont été préférés au détriment des partis du centre (Georgel, 1999 :162). C'est en 1994, lors des élections législatives, qu'entre en vigueur le nouveau mode de scrutin qui est une combinaison entre le système majoritaire et la représentation proportionnelle. Trois principales coalitions se sont affrontées : les progressistes, regroupant principalement le PDS (Partito democratico della sinistra) (une partie de l'ancien Parti communiste italien), le RC (Rifondazione comunista) et les écologistes (Verdi); le centre dans le *Patto per l'Italia*, regroupe le PPI (Parti

populaire italien), certains libéraux et républicains; la droite, ou le *Pollo delle libertà*, qui regroupe la *Forza Italia*, l'Alliance nationale (dans le Centre et le Sud uniquement), la Ligue du Nord et le CCD (*Centro cristiano democratico*), remporta ces élections (Briquet, 1997 : 9-11).

Ces élections ont marqué la fin d'une époque. D'une part, les partis politiques qui dominaient le gouvernement italien depuis un demi siècle avaient presque disparu de la scène politique : le Parti socialiste s'est évanoui et la Démocratie chrétienne, considérée comme le pilier du régime, a connu une défaite incroyable. D'autre part, de « nouvelles » forces politiques « ont fait une entrée spectaculaire au parlement » (Diamanti et al., 1995 : 9). Ces partis politiques, comme la Ligue du Nord d'Umberto Bossi et la *Forza Italia* de Silvio Berlusconi, étaient réellement de nouvelles créations mais d'autres, comme l'Alliance nationale de Gianfranco Fini, paraissaient nouvelles mais existaient depuis des dizaines d'années en dehors du système parlementaire (Diamanti et al, 1995 :9).

Peu de temps après sa victoire au gouvernement italien, Silvio Berlusconi a dû faire face à trois importantes manifestations dans les rues concernant les réductions budgétaires, notamment sur les régimes de retraites ¹. Le règne de Berlusconi ne dura pas longtemps; aux élections municipales de novembre 1994, la *Forza Italia* est passée de 30 % à 8 % des votes comparativement au scrutin

¹ Selon les données de 1993, il y avait plus de gens retraités que d'employés actifs en Italie (Georgel, 1999 : 168).

législatif du printemps. Berlusconi démissionna en décembre 1994 (Georgel, 1999 :166).

Un gouvernement de transition se mit en place, avec Lamberto Dini, et se maintint pendant toute l'année 1995. Dini démissionna en janvier 1996. (Georgel, 1999 : 169-170). De nouvelles élections ont eu lieu en avril 1996 et cette fois-ci, c'est le mouvement de centre-gauche, l'Olivier, qui remporta ces élections parlementaires (Briquet, 1997 : 15) et

Pour la première fois de l'histoire, l'Italie républicaine a ainsi connu l'alternance politique : à la majorité de droite dirigée par Silvio Berlusconi après les élections de 1994 a succédé, après les élections d'avril 1996, un gouvernement de gauche présidé par Romano Prodi et appuyé par l'ensemble des forces de la gauche italienne (Briquet, 1997 : 4).

Depuis, la *Forza Italia*, alliée à l'AN et à la Ligue du Nord, est revenue au pouvoir.

2.1.4. Le Canada : Le Canada est un pays d'environ 30 500 000 habitants. L'État est une fédération et le régime politique est une démocratie parlementaire à royauté constitutionnelle, dont le premier ministre est M. Jean Chrétien, depuis 1993 et chef du parti libéral du Canada. Les principaux partis politiques sont le Parti libéral du Canada, le Parti conservateur, le Reform Party (maintenant connu sous l'Alliance canadienne), le Nouveau Parti démocratique et le Bloc québécois. (L'État du Monde 2000, 1999 : 367).

Au moment de la formation de la Confédération, 60 % de la population étaient d'une origine britannique et 30 % d'origine française (Kalbach, 1990 : 18). En 1981, ces pourcentages tournaient auour de 40 % et de 27 % respectivement. Kalbach (1990) souligne que la composition des groupes immigrants peut influencer l'impact sur la société d'accueil. Par exemple, si les groupes immigrants proviennent majoritairement des mêmes pays, il y a peu d'impact sur les structures institutionnelles, politiques, économiques et sociales de la société d'accueil. L'habilité des différents groupes immigrants à s'adapter à la société d'accueil dépend grandement de leur profil socio-démographique à leur arrivée dans la société d'accueil car initialement, c'est celui-ci qui déterminerait leur statut social et économique. Que la population immigrante acquiert une plus grande éducation ou qu'elle améliore sa connaissance de la langue avec les années, ceci n'a qu'un effet secondaire sur leur statut dans la communauté (Kalbach, 1990 : 38-39).

La période d'après-guerre a influencé les politiques d'immigration au Canada. Avec l'amélioration de l'économie, les politiques d'immigration sont devenues plus sélectives en ce sens que celles-ci recherchaient les populations avec des caractéristiques liées à un succès économique dans une population urbaine et industrialisée : par exemple, un niveau d'éducation élevé, des habiletés et des compétences professionnelles et techniques.

Kalbach (1990) amène l'hypothèse que la plus grande diversité et la concentration des groupes ethniques dans quelques villes urbaines augmentent les chances de conflits inter-ethniques, spécialement si certains groupes continuent d'être désavantagés, même après avoir été sélectionnés selon les caractéristiques mentionnées plus haut (Kalbach, 1990 : 39-40). Le cas des Indo-Pakistanaï est présenté comme exemple. Au Canada, suivant la corrélation positive entre l'éducation, le statut occupationnel et le revenu, les Indo-Pakistanaï se retrouvent au-dessus de la moyenne (par rapport à d'autres groupes ethniques) en ce qui concerne l'éducation et sont au-dessous de la moyennes par rapport au revenu (Kalbach, 1990 : 42).

Les Autochtones et autres minorités ethniques :

Nous ne pouvons pas écrire sur le contexte socio-politique du Canada sans parler de la relation avec les Autochtones. Au Canada, les relations entre les Autochtones et le reste de la population canadienne restent toujours une question d'actualité où les plus anciennes revendications ne sont toujours pas réglées.

Frideres (1990) argumente que les politiques gouvernementales ont pour effet d'intégrer les Autochtones dans la société dominante et de détruire ainsi les structures indigènes pour éviter un retour aux institutions traditionnelles. Le gouvernement fédéral et les Autochtones ont convenu, pour différentes raisons, que les revendications territoriales, le gouvernement autonome et le développement économique sont tous des buts désirables pour les Autochtones.

Ceux-ci soutiennent que le règlement des revendications territoriales mènera au développement économique, qui à son tour amènera et renforcera leur autonomie gouvernementale. Cette dynamique occasionnera la préservation de leur culture. Cependant, du côté gouvernemental, l'espoir est que sous condition contrôlée, le résultat ne sera pas nécessairement la préservation de la culture, mais plutôt l'effacement de cette culture. Les gouvernements sont très attentifs et prudents dans la compréhension des revendications territoriales, du type de développement économique et la forme de gouvernement autonome qui peuvent se mettre en place. (Frideres, 1990 : 113-115).

Les groupes ethniques :

La place des groupes ethniques dans la mosaïque canadienne est extrêmement variée : Lors du recensement de 1996, les origines ethniques les plus importantes de la population canadienne (autres que britanniques ou françaises), étaient les origines sud-européennes (1 376 935), asiatiques de l'Est et du Sud-Est (1 271 450) d'Europe occidentale (1 126 095) et d'Europe orientale (867 055) (Statistique Canada, 1996). Les minorités ethniques sont plus concentrées dans trois grandes villes urbaines : Montréal, Toronto et Vancouver (Elliott and Fleras, 1990 : 58).

La diversité des groupes ethniques au Canada a permis une variété d'études et de recherches sur l'ensemble de la société canadienne et particulièrement sur la mosaïque verticale au Canada. Lautard and Guppy (1990) nous présentent un

portrait global de cette mosaïque verticale au Canada, telle que présentée dans l'œuvre de Porter. Elle est composée de groupes sociaux principalement définis pas la classe sociale, l'ethnicité, la langue et la religion. Concernant les inégalités ethniques, Porter apporte trois observations distinctes : 1) les *Charter Status Group* (Britanniques et Français) ont plus de pouvoir et de privilèges que les groupes immigrants arrivés plus tard. 2) il existe une relation asymétrique du pouvoir favorisant les Anglais sur les Français et 3) il existe aussi une inégalité ethnique entre les groupes immigrants (autres que ceux d'origine britannique ou française) (Lautard and Guppy, 1990 : 189-190).

Le multiculturalisme :

Suivant un parcours historique, rappelons-nous qu'entre 1914 et 1966, il existait ce que certains auteurs appellent les *Preferred Nations* et les *Prohibited Classes*. Par exemple, les immigrants du Sud de l'Europe et de l'Europe centrale étaient considérés comme « inférieurs » et donc parfaits pour le travail manuel. Durant cette période, la discrimination envers les immigrants était chose courante : ils pouvaient être refusés pour leur appartenance à un groupe ethnique, leur occupation, leur classe sociale, leur origine géographique, etc. En 1967, un système de pointage a été introduit où les immigrants étaient sélectionnés selon des points gagnés sur neuf caractéristiques incluant la langue, l'éducation et l'occupation. Les pays d'origine, les critères ethniques et raciaux étaient éliminés (Elliott and Fleras, 1990 : 55-57).

Une approche se rapportant aux théories de l'égalité est la perspective pluraliste touchant la politique du multiculturalisme au Canada où les groupes ethniques partagent certains aspects de la culture commune ou la culture de la société d'accueil, et participent à la vie économique et politique tout en gardant leur culture d'origine dans leur réseau social (religion/église, langue, etc.). Cependant, Li (1988) nous dit que même si le multiculturalisme est officiel depuis 1971, il y a peu d'indications que les préjudices raciaux ont diminué ou que les inégalités ethniques sont moins évidentes (Li, 1988 : 9).

Li nous invite d'ailleurs à regarder avec un œil critique cette politique en ce sens que certes, elle donne la chance aux minorités de s'organiser, mais toujours sous la supervision de l'État où celui-ci a un contrôle fiscal des associations ethniques (Li, 1988 : 10).

Plusieurs perspectives se rapprochent beaucoup plus des théories de l'égalité que des théories de l'inégalité, particulièrement celles provenant du « rêve » de la mobilité : suivant cette approche, chaque personne est responsable de son succès et les qualités innées sont les clés des accomplissements de chacun. Li (1988) parle aussi du « mythe du *melting pot* », qui existe surtout aux États-Unis, où l'on croit que les immigrants abandonnent leur vieille culture d'origine et pour s'assimiler dans la nouvelle nation. Si les immigrants obtiennent alors des emplois précaires, c'est parce qu'ils ne sont pas encore assimilés à leur société d'accueil. Les principales critiques de ce mythe du *melting pot* sont :

- 1) Cette perspective se rapproche de l'idéologie de domination lors de la colonisation où les immigrants doivent se conformer à la langue, au comportement, aux institutions du groupe dominant anglo-saxon.
- 2) Il existe un problème de définition dans la théorie du *melting pot*. Par exemple au Canada, il est difficile de définir ce qu'est un Canadien et donc il devient difficile de montrer à un immigrant comment devenir un Canadien. Certains traits superficiels comme la couleur de la peau sont souvent associés à des valeurs / comportements considérés comme anglais ou américains et donc certains immigrants qui n'ont pas ces traits superficiels ne seront jamais considérés comme assimilés à leur société d'accueil (Li, 1988 : 6-9).

La question linguistique et la situation du Québec :

Au Canada, le dualisme existant entre les francophones et les anglophones est un élément marquant dans l'évolution historique de ce pays. En 1986, la langue parlée à la maison se distribuait ainsi : 25 % des foyers parlait le français et 68 % parlait l'anglais (Hiller, 1991, cité dans Laczko, 1994 : 26). Les deux communautés francophones et anglophones sont assez concentrées géographiquement. Dans la province de Québec, en 1986, 83 % de la population était francophone et les anglophones étaient majoritaires dans les autres provinces canadiennes (Laczko, 1994 : 26). De plus, même s'il existe des minorités francophones dans toutes les autres provinces hors Québec, la majorité d'entre eux

se concentrent dans deux provinces, soit en Ontario et au Nouveau-Brunswick (Lapointe et Thériault, 1982, cité dans Laczko, 1994 : 26).

La situation du Québec par rapport aux autres provinces du Canada est particulière en ce sens où le mouvement indépendantiste qui y existe et qui réclame la souveraineté du Québec est représenté au niveau politique par le Parti québécois, dont Bernard Landry en est le président. La langue est un élément qui revient fréquemment dans les discours politiques et ceux rattachés à la nation québécoise.

Le modèle québécois (...) ne s'épanouira totalement que si nous obtenons la reconnaissance de notre identité ainsi que l'autonomie politique nécessaire à son développement. Nous formons en effet une nation par la langue que nous partageons majoritairement sur le territoire québécois, par notre histoire, nos institutions, nos valeurs collectives, notre culture (Malavoy, 2001) .

La souveraineté du Québec, certes le Parti québécois en fait la promotion, mais veut l'obtenir en s'associant avec le Canada pour favoriser à la fois l'enracinement identitaire de la population et l'association de pays pour défendre les intérêts communs (Malavoy, 2001). Ce qui est différent avec le mouvement indépendantiste : ce dernier ne réclame aucune association avec le reste du pays. Selon ce mouvement, le peuple québécois n'existe qu'en tant que minorité nationale dans le système politique canadien, « ce qui implique que le peuple québécois ne peut se diriger lui-même et que son destin est dépendant de la majorité canadienne » (Monière, 2001). L'autonomie politique est la solution

visée pour ouvrir le Québec à la modernité et assurer sa présence au plan international, surtout en cette période de mondialisation (Paquette, 2001).

2.2 : La montée de l'extrême-droite en Europe :

Nous consacrons quelques lignes sur les hypothèses qui existent entourant la montée de l'extrême-droite en Europe depuis quelques années puisque le contexte politique des pays que nous examinons est une partie importante de notre analyse. Faure et al. (2000) nous citent quelques éléments communs qui se retrouvent chez les différents partis d'extrême-droite qui sont en force en Europe : ils ont tous un nationalisme ou un régionalisme convaincu et les sentiments xénophobes sont perceptibles dans leur discours politique. Ils s'opposent tous aux partis traditionnels qui sont au pouvoir, il sont tous profondément anti-européens et résistent à l'élargissement de l'Union.

Rinke Van Den Brink (1995) apporte une critique intéressante aux différentes explications qui ont été amenées pour rendre compte de cette percée de l'extrême-droite en Europe. Par exemple, il avance que le sentiment xénophobe ne suffit pas pour expliquer la montée de ces partis. Car, dit-il, «comment expliquer que certains ce soient implantés durablement (en France, en Italie, en Autriche ou en Flandre belge), tandis que d'autres n'y parviennent pas : en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, etc.?» Sur le système électoral, il nous dit que si le scrutin majoritaire rend la percée de l'extrême-droite plus difficile, (car il

désavantage les nouveaux et petits partis), il ne l'empêche pas pour autant, et inversement,

la proportionnelle intégrale en vigueur en Autriche, aux Pays-Bas ou en Belgique augmente bien évidemment les chances de l'extrême-droite, comme tous les autres partis, d'être représentée dans les assemblées, mais elle ne constitue pas pour autant une garantie de succès (Van Den Brink, 1995).

Celui-ci est d'accord sur le fait que la situation sociale (chômage, insécurité, problèmes de logement, etc.) peut être un facteur important dans la progression de l'extrême-droite mais ne peut pas non plus servir de seule explication. Nous n'avons qu'à regarder le cas de l'Autriche où le taux de chômage reste bas et où l'économie en général se porte bien. Si ces facteurs ne peuvent suffire à eux seuls pour expliquer la montée de l'extrême-droite en Europe, peut-être est-ce plutôt «un jeu complexe de facteurs multiples» (Van Den Brink, 1995).

Nollet (2000), s'est aussi penché sur les raisons expliquant la montée de l'extrême-droite en Europe. Comme Van den Brink (1995), il nous parle de la « crise » de la représentation où les partis traditionnels sont en place depuis longue date mais soulève également l'effet de la mondialisation et de l'avènement des sociétés multiculturelles.

Le processus de mondialisation économique et le passage de sociétés culturellement homogènes à des sociétés ouvertes et multiculturelles génèrent des tensions d'adaptation, des refus, que l'extrême-droite instrumentalise en faisant de l'étranger ou de l'immigré le bouc émissaire des situations économiques et sociales difficiles qui perdurent en Europe de l'Ouest (Nollet, 2000).

C'est donc dire que les politiques de multiculturalisme peuvent engendrer, même si ce n'est pas le but, des sentiments xénophobes envers les étrangers.

L'Europe, qui a été connue traditionnellement comme une terre d'immigration, a été construite sur la base de la libre circulation des personnes. Mais peu à peu, les frontières deviennent presque impossible à franchir pour les immigrants non européens « On peut circuler d'une pièce à l'autre dans la maison européenne, mais fenêtres et portes d'entrées sont solidement verrouillées contre les étrangers indésirables : chercheurs d'emploi et demandeurs d'asile » (Le Monde diplomatique, 1997). Cette augmentation massive d'immigrants des années quatre-vingt constitue également une explication de l'émergence et de la popularité des partis d'extrême-droite. Ceux-ci ne feraient qu'exprimer « l'hostilité du public envers les immigrants et la politique d'immigration de leurs gouvernements » (Fennema, 1997, cité dans Betz, 2001 : 408). Et en effet, ce qui distinguerait le plus les militants de l'extrême-droite comparativement à ceux des autres partis serait le plus grand intérêt que les premiers allouent à la question de l'immigration (Betz, 2001 : 408). Cependant, lorsque des mesures anti-immigration plus restrictives sont introduites dans la pays, cette relation ne semble

plus aussi claire. Puisque l'État amène et applique des politiques d'immigration plus limitatives, les partis d'extrême-droite devraient donc perdre de la popularité. Dans certains pays, comme en Allemagne et en Suède, ces mesures semblent avoir eu l'effet escompté. Mais en Autriche, en France et en Norvège, cette explication ne tient plus. « Les sondages révèlent des variations significatives dans le niveau d'acceptation ou le rejet de différentes déclarations sur l'immigration » (Betz, 2001 : 411). En prenant le cas de la Norvège, il y a une

différence de résultats notable entre les propositions sur la continuation de la délivrance des titres de séjour, ou celles concernant l'accès des étrangers à l'emploi d'une part, et celles ayant trait aux prestations sociales d'autre part. En ce qui concerne les premières, une large majorité de Norvégiens tendait à s'exprimer en faveur des immigrés. Mais lorsqu'on leur demandait si "les immigrés ont trop facilement accès aux prestations sociales par comparaison aux Norvégiens", l'image changeait considérablement. (...) Dans les autres pays, les résultats révèlent une tendance similaire (Betz, 2001 : 411).

Cette situation se retrouve également dans notre analyse d'opinion sur l'enquête ISSP 1995. Nous verrons dans le chapitre suivant, que l'opinion des répondants de l'Autriche, du Canada, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est aussi ambivalente et dépend de la question demandée sur l'immigration.

Il y a donc un ensemble de facteurs qui peuvent expliquer la montée de l'extrême-droite en Europe. Nous avons tenté d'en présenter les essentiels afin de nous aider à comprendre les résultats de nos analyses statistiques sur la

xénophobie et démontrer l'importance que ces partis d'extrême-droite accordent au phénomène de l'immigration dans les pays européens.

Chapitre 3 : Analyse statistique

Comme nous l'avions mentionné précédemment, notre recherche est basée sur les données de l'*International Social Survey Programme* (ISSP). Cette enquête sur les identités nationales, menée en 1995, a sondé plus de 30 000 répondants appartenant à 24 pays représentant tous les continents du globe. Pour les fins de notre recherche, nous n'avons retenu que quatre pays, soit l'Autriche, le Canada, la Grande-Bretagne et l'Italie. Le nombre de questionnaires complétés dans chacun de ces pays se distribue ainsi : 1 007 en Autriche, 1 557 au Canada, 1 058 en Grande-Bretagne et 1 097 en Italie.

Le profil des répondants est-il le même que celui de la population qu'ils représentent ? Dans la mesure du possible, nous avons tenté de comparer certaines caractéristiques des répondants avec celles réelles de la population de leur pays.

Les données suivantes fournissent un aperçu du profil des répondants qui ont participé à cette enquête. Les variables indépendantes que nous avons retenues sont celles-ci : le sexe, l'âge, la classe sociale subjective, la scolarité, le groupe ethnique et la votation aux dernières élections. Concernant la votation aux dernières élections, nous ne pouvons pas présenter des tableaux croisés, puisque les données ne sont pas comparables entre elles, sans transformations ou analyses plus approfondies. Les partis politiques canadiens ne se retrouvent pas en Autriche et vice-versa : les choix de réponses à cette question diffèrent entre les pays. De là, l'importance de bien définir et de comprendre les différents partis politiques des pays étudiés.

3.1 Variables indépendantes

3.1.1. Sexe:

Tableau 1.1

Sexe des répondants selon le pays

			Pays				Total
			Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Sexe Homme	Nombre		475	467	528	752	2222
	% dans le pays		44,0%	46,7%	48,3%	49,6%	47,4%
	% du Total		10,1%	10,0%	11,3%	16,0%	47,4%
Femme	Nombre		604	533	566	765	2468
	% dans le pays		56,0%	53,3%	51,7%	50,4%	52,6%
	% du Total		12,9%	11,4%	12,1%	16,3%	52,6%
Total	Nombre		1079	1000	1094	1517	4690
	% dans le pays		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du Total		23,0%	21,3%	23,3%	32,3%	100,0%

Source : ISSP 1995

Les pourcentages qui nous intéressent dans ce tableau sont surtout les « % dans le pays », qui nous indiquent le pourcentage d'hommes ou de femmes à l'intérieur du pays que nous analysons. Les données provenant de la rangée « % du total » nous donnent le pourcentage d'hommes ou de femmes par rapport au total des répondants pour les quatre pays. Par exemple, dans le tableau ci-haut, nous voyons que parmi les répondants des quatre pays, il y a 52,6 % de femmes et 47,4 % d'hommes. Se référant maintenant aux « % dans le pays », nous remarquons aussi que les proportions entre les hommes et les femmes sont sensiblement les mêmes pour l'Italie et le Canada avec une légère différence en Autriche. En Grande-Bretagne, l'écart entre les hommes et les femmes est un peu plus élevé, 56 % des répondants sont des hommes et 44 % sont des femmes. Ces données ne sont pas représentatives de la population, car selon le recensement

britannique de 1991, la population de la Grande-Bretagne était constituée de 48,4 % d'hommes et de 51,6 % de femmes (ISSP Codebook, 1998 : 29). En ce qui concerne les trois autres pays, la représentativité des hommes et des femmes dans chacun des pays est respectée (ISSP Codebook, 1998 : 15; 18-20; 35-36).

3.1.2. Âge:

Tableau 1.2

Âge des répondants selon le pays

			Pays				Total
			Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Groupe d'âge	Moins de 25 ans	Nombre	121	181	171	189	662
		% dans le pays	11,2%	18,1%	15,6%	13,2%	14,4%
		% du Total	2,6%	3,9%	3,7%	4,1%	14,4%
	25-34 ans	Nombre	231	190	223	343	987
		% dans le pays	21,4%	19,0%	20,4%	24,0%	21,4%
		% du Total	5,0%	4,1%	4,8%	7,5%	21,4%
	35-44 ans	Nombre	210	164	209	306	889
		% dans le pays	19,5%	16,4%	19,1%	21,4%	19,3%
		% du Total	4,6%	3,6%	4,5%	6,6%	19,3%
	45-54 ans	Nombre	186	149	194	210	739
		% dans le pays	17,3%	14,9%	17,7%	14,7%	16,1%
		% du Total	4,0%	3,2%	4,2%	4,6%	16,1%
	55 ans et plus	Nombre	330	316	297	382	1325
		% dans le pays	30,6%	31,6%	27,1%	26,7%	28,8%
		% du Total	7,2%	6,9%	6,5%	8,3%	28,8%
Total		Nombre	1078	1000	1094	1430	4602
		% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		% du Total	23,4%	21,7%	23,8%	31,1%	100,0%

Source : ISSP 1995

En observant les données du tableau 1.2, nous pouvons mentionner que le plus grand pourcentage des répondants se retrouve dans le groupe d'âge des 55 ans et plus, et dans le groupe d'âge des 25-34 ans. Ces données sont représentatives de la population et ce, pour les quatre pays (ISSP Codebook, 1998 : 15-36).

3.1.3. Classe sociale subjective :

Tableau 1.3

Classe sociale subjective des répondants selon le pays

			Pays			Total
			Autriche	Italie	Canada	
Classe sociale	Classe inférieure	Nombre	170	155	197	522
		% dans le pays	18,2%	14,2%	17,1%	16,4%
		% du Total	5,3%	4,9%	6,2%	16,4%
	Classe ouvrière	Nombre			235	235
		% dans le pays			20,4%	7,4%
		% du Total			7,4%	7,4%
	Classe moyenne	Nombre	625	790	483	1898
		% dans le pays	66,8%	72,2%	42,0%	59,7%
		% du Total	19,6%	24,8%	15,2%	59,7%
	Classe supérieure	Nombre	141	149	236	526
		% dans le pays	15,1%	13,6%	20,5%	16,5%
		% du Total	4,4%	4,7%	7,4%	16,5%
Total	Nombre	936	1094	1151	3181	
	% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du Total	29,4%	34,4%	36,2%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Les données pour la Grande-Bretagne ne sont pas disponibles pour la variable de la classe sociale subjective. Nous allons donc comparer les résultats pour les trois pays indiqués dans notre tableau ci-dessus. Un regroupement des classes sociales a été effectué pour simplifier l'analyse des données.

La question demandée était la suivante : « Certaines personnes se considèrent membres d'une classe sociale. Dans quelle classe vous placez-vous? ».

Les choix de réponses offerts aux répondants étaient les suivants :

- 1- Classe inférieure
- 2- Classe ouvrière
- 3- Classe inférieure – moyenne

- 4- Classe moyenne**
- 5- Classe moyenne- supérieure**
- 6- Classe supérieure**

Nous avons regroupé les catégories « inférieure » et « inférieure-moyenne » dans notre catégorie « inférieure ». L'option « classe ouvrière » n'était disponible que dans le questionnaire canadien, où 20,4 % des répondants ont dit appartenir à cette classe sociale. Pour cette raison, nous avons cru bon de laisser cette catégorie seule, sans regroupement. Notre catégorie « classe moyenne » ne comprend que l'option « classe moyenne » dans les questionnaires. Enfin, le dernier regroupement de notre classe sociale supérieure inclut les catégories « moyenne-supérieure » et « supérieure » des données originales.

En Autriche et en Italie, une majorité de répondants se sont identifiés à la classe moyenne et au Canada, il n'y en a eu que 42 %. Cependant, en considérant la classe ouvrière, ce pourcentage s'élève à 62,4 %.

3.1.4. Scolarité :

Concernant le niveau de scolarité des répondants de l'enquête, il y avait deux questions différentes présentées dans le questionnaire. La première touchait les différents niveaux de scolarité (primaire, secondaire, universitaire, etc.), mais les questions, les choix de réponses et l'interprétation de ces réponses variaient considérablement d'un pays à l'autre et donc rendaient plus difficile la

comparaison des données (Braun, 1995 : 100 -102). Pour cette raison, nous avons préféré retenir la deuxième question concernant l'éducation des répondants, celle demandant le nombre d'années de scolarité complétées. Cependant, il est à noter qu'il peut également exister des différences entre les pays (Braun, 1995 : 100 – 102). Par exemple, au Canada, le niveau primaire correspond habituellement à 6 années de scolarité, le niveau secondaire à 11 années de scolarité, etc., mais cette équivalence ne se retrouve pas nécessairement dans les trois autres pays. Observons ce que le résumé du tableau nous propose :

Tableau 1.4

Années de scolarité selon les pays

			Pays				Total
			Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Années de scolarité	10 ans et moins	Nombre	393	605	528	144	1670
		% dans le pays	37,4%	61,2%	48,3%	9,9%	36,4%
		% du Total	8,6%	13,2%	11,5%	3,1%	36,4%
	11-13 ans	Nombre	496	241	312	374	1423
		% dans le pays	47,2%	24,4%	28,5%	25,7%	31,0%
		% du Total	10,8%	5,3%	6,8%	8,2%	31,0%
	14 ans et plus	Nombre	161	142	254	937	1494
		% dans le pays	15,3%	14,4%	23,2%	64,4%	32,6%
		% du Total	3,5%	3,1%	5,5%	20,4%	32,6%
Total	Nombre	1050	988	1094	1455	4587	
	% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du Total	22,9%	21,5%	23,9%	31,7%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Nous avons regroupé les données en trois catégories, car en observant la distribution de fréquence pour les quatre pays, ce regroupement nous permettait d'avoir approximativement la même répartition ou la même proportion de

répondants à travers les catégories. De plus, les premières données disponibles pour la Grande-Bretagne se retrouvaient dans la catégorie « 10 ans et moins, et les dernières données se retrouvaient dans la catégorie « 14 ans et plus ». Puisqu'il est très difficile d'interpréter ces données et d'obtenir des équivalences entre les pays, nous n'avons pas comparé les pourcentages entre les pays. Ce qui importe pour nous sera plutôt d'observer si le niveau de xénophobie augmente ou diminue avec les années de scolarité.

3.1.5. Groupe ethnique :

<u>Italie</u> :	Données non disponibles dans notre enquête
<u>Canada</u> :	68 % d'origine britannique ou française 32 % d'autres origines
<u>Autriche</u> :	98 % d'origine autrichienne / allemande 2 % d'autres origines
<u>Grande-Bretagne</u> :	94,5 % d'origine britannique 5,5 % d'autres origines.

Ces proportions sont-elles vraiment le reflet de la population générale des pays ? Probablement, si l'on se fie aux données canadiennes. Selon le recensement de 1996, 65,5 % de la population totale serait d'origine britannique, française ou canadienne (Statistique Canada, 1996). Seule différence, c'est qu'à l'intérieur de notre échantillon pour le Canada dans l'enquête *ISSP* 1995, la proportion de répondants provenant d'origine française est plus élevée que celle

d'origine britannique, ce qui n'est pas le cas en réalité (voir annexe 1). Cependant, si l'on compare de façon globale les répondants du Canada ayant une origine ethnique provenant des pays « fondateurs », les proportions semblent refléter la composition de la population canadienne en entier (68 % et 65,5 %). Nous ferons donc l'hypothèse que le profil de la population des autres pays est également respecté dans l'échantillonnage. Notons que le groupe ethnique des répondants n'est utilisé ici que pour donner un aperçu du profil des répondants et ne sera pas utilisé lors des autres analyses. Les autres variables démographiques nous semblaient plus intéressantes à analyser.

3.1.6. Affiliation politique des répondants:

Tableau 1.5

Affiliation politique des répondants selon le pays

		Pays			Total
		Grande-Bretagne	Autriche	Canada	
Extrême gauche / Gauche	Nombre	482	355	297	1134
	% dans le pays	46,4%	50,1%	20,9%	35,8%
	% du total	15,2%	11,2%	9,4%	35,8%
Centre / Libéral	Nombre	157	43	470	670
	% dans le pays	15,1%	6,1%	33,0%	21,1%
	% du total	5,0%	1,4%	14,8%	21,1%
Droite / Extrême droite	Nombre	283	307	257	847
	% dans le pays	27,3%	43,4%	18,0%	26,7%
	% du total	8,9%	9,7%	8,1%	26,7%
Autres / Pas de préférence	Nombre	116	3	400	519
	% dans le pays	11,2%	,4%	28,1%	16,4%
	% du total	3,7%	,1%	12,6%	16,4%
Total	Nombre	1038	708	1424	3170
	% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	32,7%	22,3%	44,9%	100,0%

Source : ISSP 1995

La variable « Affiliation politique des répondants » a été créée par les chercheurs de l'enquête *ISSP 1995*. En fait, il n'y a pas eu de question spécifique dans le questionnaire pour cette variable. Ils semblent plutôt s'être servis de la question « À quel parti politique avez-vous voté aux dernières élections » pour ensuite regrouper les différents partis politiques selon leur tendance (droite, centre, gauche). Les données pour l'Italie ne sont pas disponibles pour cette variable, mais nous pouvons quand même dresser un portrait semblable avec les données de cette deuxième variable, celle concernant la votation aux dernières élections spécifiques à chaque pays.

C'est d'ailleurs avec cette dernière que nous avons fait le reste de nos analyses. Le tableau 1.5 peut servir de référence et de justification à nos regroupements de partis de droite ou d'extrême-droite avec les autres partis politiques. Nous retrouvons en annexe 2 la distribution complète des partis politiques de chaque pays. Les partis politiques les plus populaires à l'intérieur des quatre pays choisis dans l'enquête *ISSP 1995*, soit ceux avec une plus grande proportion de répondants, étaient les suivants :

Italie :

15,2 % pour le PDS (Parti de la démocratie socialiste); 13,8 % pour la Forza Italia (Parti de droite) et 12,3 % pour le Popolari (Parti populaire italien). Les autres tombent en dessous du 9 %.

Canada :

33 % pour le Parti libéral; 11,8 % pour le Parti conservateur; 10,8 % pour le NPD;
8,9 % pour le Bloc québécois; 6 % pour le Reform Party.

Autriche :

37,7 % pour le SPÖ (social-démocrate); 25,6 % pour le ÖVP (conservateur et droite); 17,8 % pour le FPÖ (extrême-droite et libéral); 12,4 % pour le GA (Green Alternative / gauche).

Grande-Bretagne :

45,7 % pour le Labour Party; 27,2 % pour les Conservateurs; 15,2 % pour les Libéraux-démocrates.

Comment interpréter ces données ? D'abord, l'aspect qui nous intéresse plus particulièrement ici est la popularité ou non d'un parti de droite ou d'extrême-droite, car lors de notre analyse avec la variable « xénophobie », nous tenterons d'observer s'il existe une relation entre le niveau de xénophobie et l'alliance à un parti de droite ou d'extrême-droite. Pour le moment, restons-en à comparer les pourcentages de votes aux partis de droite ou d'extrême-droite :

- ◆ Italie : 34,6 % (Forza Italia, MSI, Alliance Nationale, Ligue du Nord et CCD)
- ◆ Autriche : 43,4 % (FPÖ et ÖVP)

- ◆ Canada : 17,8 % (Parti conservateur et Reform Party)
- ◆ Grande-Bretagne : 27.3 % (Conservateur)

Si nous comparons avec le tableau 1.5, nous voyons que les proportions sont les mêmes pour le Canada, la Grande-Bretagne et l'Autriche.

3.2 : Variables dépendantes

3.2.1 Opinion sur l'immigration selon le pays:

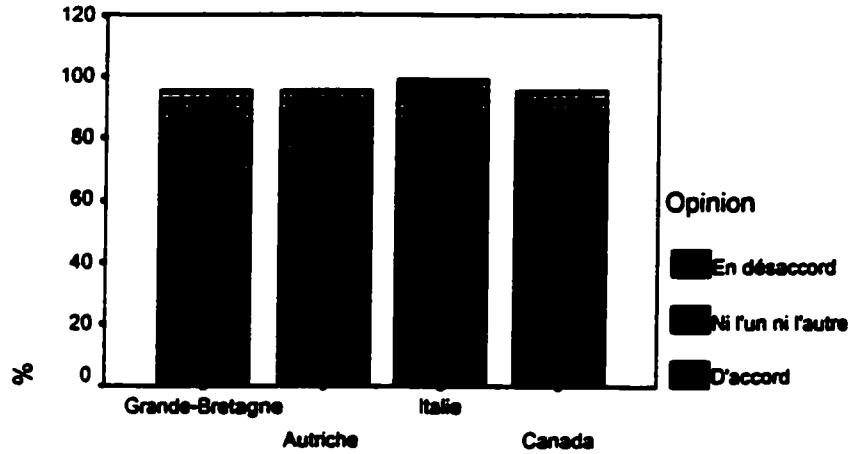
Dans l'enquête *ISSP* 1995, certaines questions concernant les sentiments face à l'immigration au pays ont été demandées aux répondants. Puisque nous traitons du problème de xénophobie, les différences indiquées dans ce texte se réfèrent à la catégorie « négative » de la proposition. Par exemple, si « être en accord » signifie un indice de xénophobie, cette catégorie sera retenue pour fin de comparaison. Cependant, si « être en désaccord » avec la proposition a le même effet, cette catégorie sera retenue pour la comparaison. Des graphiques ont été produits afin de visualiser les résultats obtenus. Les données provenant des tableaux croisés se retrouvent en annexe 3.

Opinion 1: « Les immigrants font grimper le taux de criminalité »

Graphique 1.1

Opinion des répondants

"Les immigrants font grimper le taux
de criminalité au pays"



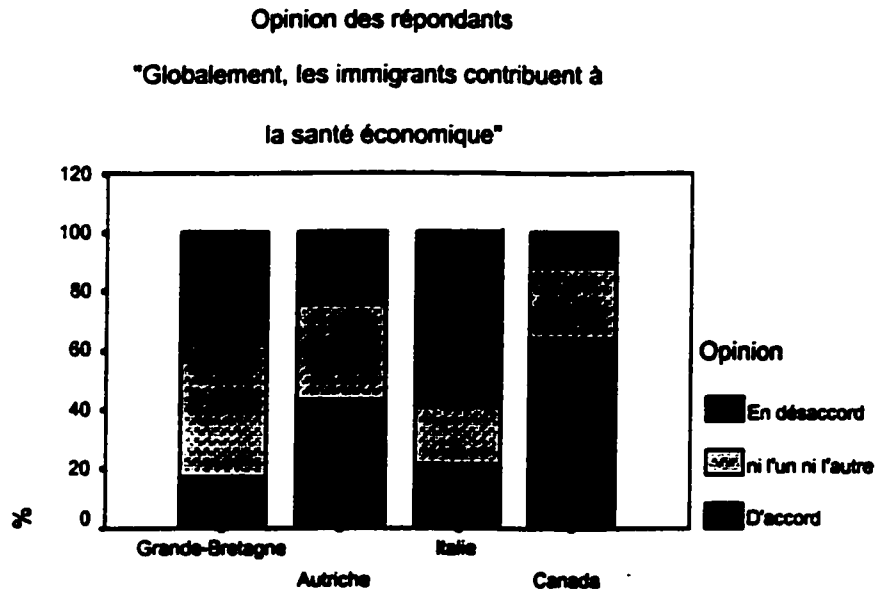
Source: ISSP 1995

Il existe une différence significative entre l'opinion des répondants du Canada et de la Grande-Bretagne en regard des répondants de l'Autriche et de l'Italie : 20,6 % et 25,2 % des répondants du Canada et de la Grande-Bretagne sont en accord avec cette proposition contre 63 % et 64,7 % des répondants de l'Autriche et de l'Italie.

Opinion 2 :

« Globalement, les immigrants contribuent à la santé économique »

Graphique 1.2



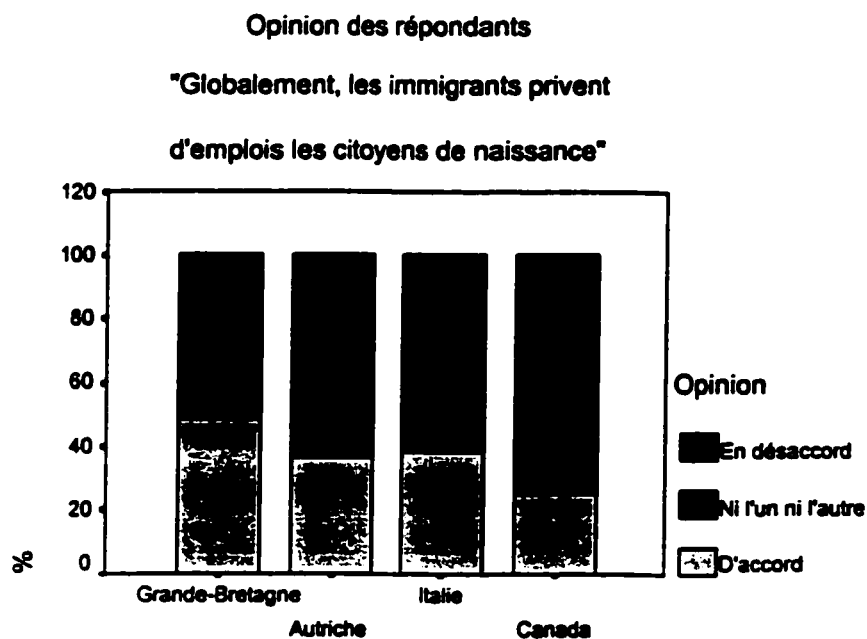
Source: ISSP 1995

Ici, contrairement à la première opinion, les données ne sont pas aussi claires et facilement séparables en deux catégories distinctes : 11,8 % des répondants au Canada sont en désaccord avec cette proposition, 24,6 % en Autriche, 38,3 % en Grande-Bretagne et 59,3 % en Italie.

Opinion 3 :

« Les immigrants privent d'emplois les Canadiens / Autrichiens / Italiens / Anglais de naissance »

Graphique 1.3



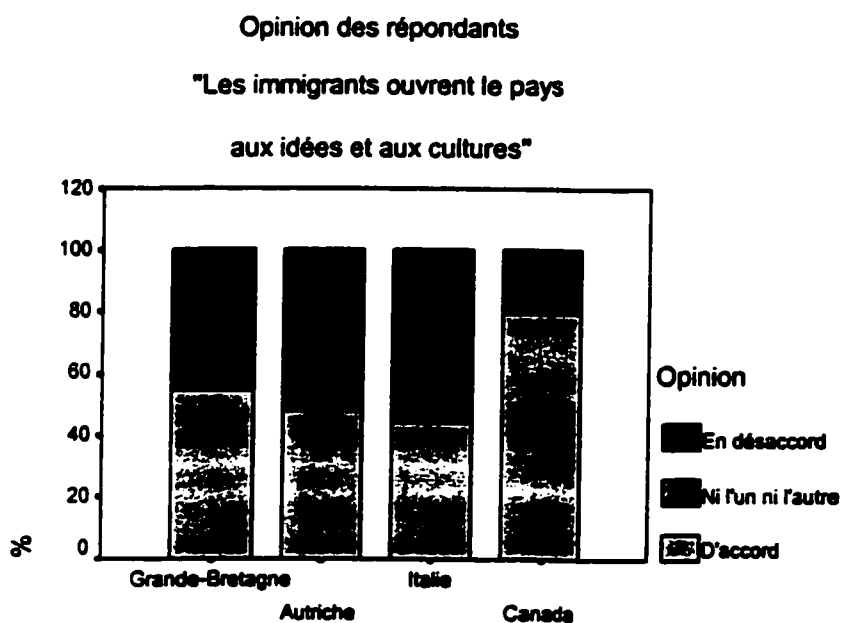
Source: ISSP 1995

Notre analyse indique des opinions variées quant à cette proposition : près de la moitié des répondants de la Grande-Bretagne sont en accord avec cette proposition contre le quart des répondants du Canada. En Autriche et en Italie, les pourcentages sont de 36,3 % et de 38,1 % respectivement.

Opinion 4 :

« Les immigrants ouvrent le Canada / la Grande-Bretagne / l'Autriche / l'Italie aux idées et aux cultures »

Graphique 1.4



Source: ISSP 1995

Ici, la proportion des répondants qui sont en désaccord avec cette proposition est plus élevée chez les pays nationaux (25,7 % et 38,2 % pour l'Autriche et l'Italie respectivement) que chez les pays multinationaux (17,7 % et 7,9 % pour la Grande-Bretagne et le Canada).

Nous avons mentionné dans le chapitre précédent que des études ont démontré que l'opinion publique variait grandement concernant les questions d'immigrations (voir Betz, 2001 : 411) et les graphiques précédents dont les données proviennent de l'enquête ISSP 1995, nous ont démontré la même conclusion.

Wieviorka (1994) a également fait une réflexion importante concernant le changement dans la perception que les résidents des pays ont envers les personnes immigrantes. Dans le passé, l'immigré devait soit s'assimiler au pays d'accueil ou retourner dans son pays d'origine. Aujourd'hui, il serait de plus en plus perçu comme une personne qui ne veut que promouvoir ses différences, qui est inassimilable et qui occupe un emploi qui devrait revenir aux nationaux. Cependant, de nombreuses recherches ont démontré que cette perception ne correspond pas totalement aux réalités, mais exerce tout de même une influence sur l'ethnisation des minorités et donc à la façon dont les minorités sont traitées et perçues par le groupe dominant (Wieviorka, 1994; 22-23).

3.2.2 Identité nationale des répondants selon le pays

Avant de séparer l'identité nationale entre civique et ethnique, regardons d'abord un portrait plus général des questions de l'enquête ISSP 1995 traitant de l'identité nationale. Le tableau ci-dessous représente le pourcentage de répondants dans chaque pays ayant accordé une très grande importance aux éléments constituant certaines caractéristiques de l'identité nationale.

Tableau 2.1
Identité nationale des répondants selon le pays

**% des répondants ayant accordé une très grande importance
aux énoncés suivants :**

Énoncés	Autriche	Canada	Grande-Bretagne	Italie
a) Naître au pays	43.9	25.7	49.6	45.5
b) Avoir la citoyenneté	65.9	60.2	53.2	45.8
c) Vivre au pays presque toute sa vie	48.2	24.5	40.5	44.6
d) Connaître la langue du pays	67.1	49.1	64.6	48.1
e) Être de la religion dominante du pays	29.3	16.0	19.6	26.8
f) Respecter les lois & institutions politiques	55.5	67.4	56.8	50.7
g) Se sentir membre du pays	67.1	66.8	51.5	57.7

Si nous suivons le modèle de Hjerm (1998), les éléments A) Naître au pays et C) Vivre au pays presque toute sa vie, devraient appartenir à l'identité nationale ethnique, tandis que les autres éléments (excluant la religion) devraient appartenir à l'identité nationale civique. Nous ne connaissons pas les raisons pour lesquelles la religion a été exclue de l'analyse de Hjerm, mais dans notre analyse, elle fera partie de l'identité nationale ethnique puisque selon la définition apportée dans notre introduction, la religion, faisant parti des coutumes et des traditions, devrait appartenir au modèle ethnique.

Notons que dans le tableau ci-dessus, les trois énoncés faisant partie de l'identité nationale ethnique, c'est-à-dire les énoncés a), c) et e), sont les moins populaires au Canada. Ce qui nous amène sur la piste que le Canada n'aurait pas une identité nationale ethnique aussi forte que les trois autres pays.

3.3. Variable « xénophobie » :

Pour créer la variable « xénophobie » qui nous indique le niveau de xénophobie des répondants de chaque pays, nous avons procédé de la façon suivante : les variables V47, V48, V49 et V50 (questions concernant les opinions sur les immigrants) ont subi quelques transformations et recodages afin de pouvoir les manipuler et obtenir notre variable xénophobie. Premièrement, les codes des variables V48 et V50 ont été inversés de façon à obtenir la même logique à travers les quatre variables.

Par exemple, être en désaccord (code 3) avec la déclaration selon laquelle les immigrants contribuent à la santé économique du pays (V48), augmente le niveau de xénophobie des répondants, tandis qu'être en désaccord (le même code 3) avec la déclaration selon laquelle les immigrants font grimper le taux de criminalité (V47) diminue le niveau de xénophobie. Nous avons donc inversé les valeurs des variables V48 et V50 de façon à ce que les valeurs 1, 2 et 3 tendent toutes vers la même logique : plus le chiffre est grand, plus le niveau de xénophobie est grand. Deuxièmement, la simple formule de la « moyenne » nous a permis d'obtenir la variable xénophobie : $(V47 + V48_{inv} + V49 + V50_{inv}) / 4$. Enfin, les valeurs de notre variable xénophobie finale ont été regroupées en trois groupes, soit un niveau de xénophobie faible, moyen ou élevé. Voici ce à quoi le tableau final ressemble :

Tableau 3.1**Niveau de xénophobie selon le pays**

			Pays				Total
			Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Xénophobie	Faible	Nombre	173	151	112	724	1160
		% dans le pays	17,9%	18,2%	11,0%	51,4%	27,4%
		% du Total	4,1%	3,6%	2,6%	17,1%	27,4%
	Moyen	Nombre	527	428	458	547	1960
		% dans le pays	54,5%	51,5%	44,9%	38,8%	46,4%
		% du Total	12,5%	10,1%	10,8%	12,9%	46,4%
	Élevé	Nombre	267	252	451	137	1107
		% dans le pays	27,6%	30,3%	44,2%	9,7%	26,2%
		% du Total	6,3%	6,0%	10,7%	3,2%	26,2%
Total	Nombre	967	831	1021	1408	4227	
	% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du Total	22,9%	19,7%	24,2%	33,3%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Le Canada semble complètement isolé par rapport aux trois autres pays. L'Autriche et l'Italie ont les pourcentages les plus grands quant au niveau de xénophobie élevé, suivi de près par la Grande-Bretagne et le Canada suit de loin, avec un faible 9,7 % pour la même catégorie. Pour ce qui est du niveau de xénophobie faible, le Canada semble aussi être à part avec son taux de 51,4 %, comparativement aux trois autres pays, qui sont tous au-dessous de 20 %.

Maintenant que nous avons regardé d'un coup d'œil général la relation entre le niveau de xénophobie et nos quatre différents pays à l'étude, voyons si ce niveau de xénophobie varie aussi en fonction d'autres variables. Est-ce que l'éducation a une influence sur le niveau de xénophobie ? Est-ce que l'âge, le sexe, la classe sociale ou l'affiliation à un parti politique y jouent aussi un rôle ?

En fait, nous allons reprendre une partie de nos variables utilisées pour observer le profil de nos répondants de l'enquête *ISSP* et regarder si elles ont une influence sur le niveau de xénophobie. Nous avons cru bon de reprendre certaines variables démographiques pour analyser leur influence sur les sentiments xénophobes puisque la majorité des recherches traitant du racisme et ou de la xénophobie, comme celle de Couper et Martuccelli (1994) indiquent que les variables telles que l'âge, la scolarité, la classe sociale, etc., peuvent exercer une influence sur les préjugés culturels et raciaux (Couper et Martuccelli, 1994 : 29)

3.3.1. Xénophobie et sexe

Qu'en est-il du sexe des répondants ? A-t-il un effet sur le niveau de xénophobie ? Les hommes sont-ils plus xénophobes que les femmes, ou est-ce le contraire ? Regardons les données ci-dessous :

Tableau 3.2

**Niveau de xénophobie des répondants
de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de l'Italie et du Canada,
selon le sexe (% du niveau de xénophobie élevé)**

Sexe	Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada
Homme (N total)	32.9% (435)	28.2% (408)	41.8% (512)	9.9% (696)
Femme (N total)	23.3% (532)	32.5% (424)	46.6% (509)	9.6% (709)

Source : ISSP 1995

Ces données sont particulièrement intéressantes. Si l'on compare les données du Canada avec les autres pays, il semble évident qu'il est complètement isolé des autres pays, avec moins de 10 % de niveau de xénophobie élevé chez les hommes et les femmes.

C'est en Autriche et en Italie que le pourcentage de niveau de xénophobie élevé est plus important chez les femmes que chez les hommes. Or, qu'y a-t-il de différent en Autriche et en Italie par rapport à la Grande-Bretagne et au Canada ? Comment expliquer ces différences de xénophobie entre les hommes et les femmes ? Si l'on se réfère au contexte socio-politique de ces pays, rappelons-nous que les partis de droite ou d'extrême-droite sont plus populaires auprès de la population autrichienne et italienne. Cependant, le tableau fourni en annexe 4 nous permet de constater qu'en Italie, une plus grande proportion d'hommes ont voté à un parti de droite ou d'extrême droite et pour l'Autriche, les proportions sont sensiblement équivalentes (49,2 % d'hommes et 50,8 % de femmes). Donc l'explication ne se retrouve probablement pas dans le contexte politique de ces pays. En analysant d'autres variables avec celle du sexe, nous avons constaté que la scolarité, la classe sociale subjective et l'identité nationale ethnique variait beaucoup entre les hommes et les femmes faisant parti de notre échantillonnage (annexe 5). Par exemple, en Autriche et en Italie, comparant les années de scolarité entre les hommes et les femmes, un plus grand pourcentage de femmes avait un faible nombre d'années de scolarité comparativement aux hommes.

De même pour la classe sociale subjective : une plus grande proportion de femmes se sont identifiées à la classe sociale inférieure pour l'Autriche et l'Italie.

Si nous comparons l'identité nationale ethnique avec le sexe des répondants, nous observons également la même différence entre les hommes et les femmes en Autriche, en Italie et au Canada : une plus grande proportion de femmes ont une forte identité nationale ethnique comparativement aux hommes. Tous ces facteurs ayant une influence sur le sexe des répondants de l'Autriche et de l'Italie, nous faisons donc l'hypothèse que ce n'est pas le sexe qui a un effet direct sur le niveau de xénophobie mais plutôt les autres variables cachées sous le sexe des répondants qui influencent leurs sentiments xénophobes. Les analyses de corrélation et de régression nous permettront de vérifier notre hypothèse.

3.3.2. Xénophobie et âge

Est-ce que l'âge des répondants influence leur niveau de xénophobie ? Il semblerait que oui. En examinant les données du tableau ci-dessous, nous remarquons qu'en général, plus l'âge des répondants augmente, plus le niveau de xénophobie élevé augmente également, et ce pour nos quatre pays ciblés.

Tableau 3.3

**Niveau de xénophobie des répondants
de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de l'Italie et du Canada,
selon leur groupe d'âge (% du niveau de xénophobie élevé)**

Groupe d'âge	Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada
Moins de 25 ans (N total)	22.5% (111)	24.2% (157)	45.1% (162)	10.2% (177)
25-34 ans (N total)	24.2% (207)	25% (160)	36.4% (214)	8.1% (321)
35-44 ans (N total)	21.8% (197)	31.5% (143)	38.8% (196)	11.7% (283)
45-54 ans (N total)	31% (174)	31.1% (122)	43.6% (181)	5.4% (203)
55 ans et plus (N total)	34.5% (275)	36.5% (249)	53.9% (267)	11.8% (347)

Source : ISSP 1995

Est-ce à dire que les personnes les plus âgées sont plus xénophobes que les autres groupes d'âges plus jeunes ? Peut-être, du moins pour les répondants de l'Autriche, de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Quant au Canada, l'âge ne semble pas avoir d'effet sur les sentiments xénophobes des répondants et les pourcentages sont encore une fois beaucoup plus faibles que les trois autres pays. Puisque le Canada a un niveau de xénophobie beaucoup moins élevé que celui de la Grande-Bretagne, de l'Autriche et de l'Italie, il ne faut pas se surprendre si la proportion des répondants ayant un niveau de xénophobie élevé soit aussi plus bas dans nos analyses bivariées.

3.3.3. Xénophobie et classe sociale subjective

Voyons maintenant l'importance de la classe sociale subjective des répondants par rapport à leur niveau de xénophobie. Le tableau résumé ci-dessous simplifie la compréhension des données.

Tableau 3.4

Niveau de xénophobie des répondants de l'Autriche, l'Italie et le Canada, selon leur classe sociale subjective (% niveau de xénophobie élevé)

Classe sociale	Autriche	Italie	Canada
Inférieure (N Total)	46.2% (132)	45.4% (141)	13.7% (183)
Ouvrière (N Total)			20.5 % (219)
Moyenne (N Total)	28.3% (533)	45.6% (737)	7.5% (452)
Supérieure (N Total)	20.3% (118)	35.2% (142)	4.8% (231)

Source : ISSP 1995

En observant ces données, nous remarquons que plus la classe sociale subjective augmente, plus le pourcentage de niveau de xénophobie élevé diminue. Les coefficients d'associations nous permettent d'avancer que la classe sociale semble avoir un effet sur le niveau de xénophobie des répondants.

3.3.4. Xénophobie et éducation

Tableau 3.5

Niveau de xénophobie des répondants de la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Italie et le Canada selon les années de scolarité (% de niveau de xénophobie élevé)

Années de scolarité	Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada
10 ans et moins (N Total)	37,6 % (340)	36,3 % (488)	55,1 % (486)	19,1 % (131)
11-13 ans (N Total)	27,3 % (450)	26,6 % (214)	39,6 % (293)	17,2 % (343)
14 ans et plus (N Total)	8,6 % (152)	13,4 % (119)	27,7 % (242)	5,2 % (878)

Source : ISSP 1995

Les données le tableau 3.5 nous permettent d'avancer que le niveau d'éducation des répondants semble jouer un rôle sur le degré de xénophobie, et ce pour les quatre pays que nous étudions. En fait, nous observons que plus les répondants ont un nombre d'années de scolarité élevé, moins la proportion de répondants ayant un niveau de xénophobie élevé est grande.

3.3.5. Xénophobie et affiliation à un parti politique :

Le tableau 3.6 est présenté afin d'analyser l'influence ou non des partis politiques sur les sentiments xénophobes. Les données ont été regroupées pour obtenir deux catégories, soit une catégorie incluant le ou les partis de droite ou d'extrême-droite du pays et l'autre catégorie incluant les autres partis politiques du

pays. Puisque les partis politiques diffèrent entre chaque pays, ce tableau résume les données de chacun des quatre différents tableaux croisés créés en analyse et présentés en annexe 6.

Tableau 3.6

**Niveau de xénophobie des répondants
de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de l'Italie et du Canada,
selon l'affiliation aux partis politiques (% du niveau de xénophobie élevé)**

Partis politiques	Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada
Droite / Extrême droite (N total)	29.4 % (262)	37.4 % (262)	56.7 % (268)	12.2 % (229)
Autres partis (N total)	25.8 % (594)	22.6 % (345)	39.6 % (507)	9.7 % (732)

Source : ISSP 1995

En examinant les données de du tableau 3.6, nous voyons que pour les quatre pays, le pourcentage de répondants ayant un niveau de xénophobie élevé est plus important dans la catégorie des partis de droite ou d'extrême-droite que dans la catégorie des autres partis politiques de leur pays. D'après les mesures d'associations, toutes les relations sont significatives et les plus fortes associations se retrouvent en Autriche et en Italie, suivi du Canada et de la Grande-Bretagne, où l'association semble la plus faible.

3.4. Variables « identité nationale ethnique » et « identité nationale civique » :

Pour obtenir les variables « identité nationale civique » et « identité nationale ethnique », le même procédé que pour la variable xénophobie a été utilisé. La variable « identité nationale ethnique » a été obtenue en utilisant la moyenne des

variables V15, V17 et V19 qui correspondent respectivement aux déclarations suivantes : «naître au pays », « vivre au pays presque toute sa vie » et « être de la religion dominante du pays ». Pour la variable « identité nationale civique », la moyenne a été calculée pour les variables V16, V18, V20 et V21, c'est-à-dire « avoir la citoyenneté du pays », « connaître la ou les langues officielles du pays », « respecter les lois et institutions politiques du pays » et « se sentir membre du pays ». Notons que les valeurs originellement attribuées au code de chaque choix de réponse ont été inversées : si le répondant a choisi « très important », nous l'avons codé 4 au lieu de 1. Si la réponse était « nullement important », le code a été changé pour 1 au lieu de 4. Les codes 2 et 3 ont aussi été inversés. La raison est simplement pour obtenir une suite ascendante au lieu de descendante; plus le chiffre est grand, plus l'identité nationale est prononcée. Pour faciliter l'analyse et rendre les tableaux plus clairs, des groupements ont aussi été effectués.

Tableau 4.1

Identité nationale civique selon le pays

			Pays				Total
			Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Identité nationale civique	Faible	Nombre	20	2	3	8	33
		% dans le pays	2,0%	.2%	.3%	.6%	.7%
		% du Total	.5%	.0%	.1%	.2%	.7%
	Moyen-Faible	Nombre	61	27	49	50	187
		% dans le pays	6,2%	2,8%	4,6%	3,5%	4,2%
		% du Total	1,4%	.6%	1,1%	1,1%	4,2%
	Moyen-Élevé	Nombre	339	268	466	473	1546
		% dans le pays	34,2%	27,9%	43,4%	33,5%	34,9%
		% du Total	7,6%	6,0%	10,5%	10,7%	34,9%
	Élevé	Nombre	571	662	556	880	2669
		% dans le pays	57,6%	69,0%	51,8%	62,4%	60,2%
		% du Total	12,9%	14,9%	12,5%	19,8%	60,2%
Total	Nombre	991	959	1074	1411	4435	
	% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du Total	22,3%	21,6%	24,2%	31,8%	100,0%	

Source : ISSP 1995

En suivant l'hypothèse de Hjerm (1998), selon laquelle une identité nationale civique diminue les risques d'avoir des attitudes xénophobes, nous pouvons formuler l'hypothèse suivante : selon nos analyses, l'Autriche et le Canada seraient les pays où la probabilité d'avoir des sentiments xénophobes est la moins grande, puisque ces deux pays ont un pourcentage plus élevé de répondants ayant une forte identité nationale civique. Le Canada, avec ses discours et sa promotion du multiculturalisme, la moins grande popularité des partis de droite ou d'extrême-droite, etc., nous poussent à être en accord avec cette hypothèse. Cependant pour l'Autriche, être en accord avec cette hypothèse est problématique. Le contexte socio-politique décrit précédemment nous incite plutôt à penser le

contraire. Il est intéressant ici de remarquer que si l'on formule l'hypothèse d'une différente façon, mais gardant toujours la même logique, les pays diffèrent ; si l'on disait plutôt : plus l'identité nationale civique est faible, plus sont grandes les probabilités d'avoir des attitudes xénophobes, les pays que nous identifierions ici seraient l'Autriche et l'Italie, et non l'Autriche et le Canada. De là l'importance du sens que nous donnons aux variables et à notre interprétation de celles-ci.

Maintenant, gardant toujours la même hypothèse de Hjern, une identité nationale ethnique devrait augmenter la probabilité d'avoir des sentiments xénophobes. Rappelons-nous, ces hypothèses ont déjà été confirmées dans son étude avec les pays de l'Australie, la Suisse, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Voici les données de notre analyse :

Tableau 4.2

Identité nationale ethnique selon le pays

			Pays				Total
			Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Identité nationale ethnique	Faible	Nombre	116	109	61	494	780
		% dans le pays	14,7%	14,7%	7,7%	38,9%	21,7%
		% du total	3,2%	3,0%	1,7%	13,7%	21,7%
	Moyen-Faible	Nombre	361	304	355	515	1535
		% dans le pays	45,8%	40,9%	44,6%	40,6%	42,7%
		% du total	10,0%	8,5%	9,9%	14,3%	42,7%
	Moyen-Élevé	Nombre	169	136	203	123	631
		% dans le pays	21,4%	18,3%	25,5%	9,7%	17,5%
		% du total	4,7%	3,8%	5,6%	3,4%	17,5%
	Élevé	Nombre	142	194	177	137	650
		% dans le pays	18,0%	26,1%	22,2%	10,8%	18,1%
		% du total	3,9%	5,4%	4,9%	3,8%	18,1%
Total	Nombre	788	743	796	1269	3596	
	% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du total	21,9%	20,7%	22,1%	35,3%	100,0%	

Source : ISSP 1995

En examinant les données du tableau 4.2, les pays ayant la plus grande probabilité d'avoir des sentiments xénophobes seraient l'Autriche et l'Italie, suivis de près par la Grande-Bretagne. Dans ce cas-ci, comme pour le niveau de xénophobie, le Canada semble être tout à fait isolé des autres pays, en ce sens que dans les deux catégories extrêmes, (c'est-à-dire à l'intérieur des catégories « faible » et « élevé » de l'identité nationale ethnique), les pourcentages ne ressemblent pas du tout à ceux des autres pays.

Près de 40 % des répondants du Canada ont une faible identité nationale ethnique contre moins de 15 % pour les trois autres pays. De même que moins de 10 % des répondants du Canada ont une forte identité nationale ethnique, contre plus de 20 % pour les autres pays. Est-ce que le Canada pourrait être qualifié de *outlier* ? Nous croyons que oui. Le terme *outlier* signifie que le Canada se distingue vraiment des autres pays par rapport à certaines variables que nous avons analysées. Laczko (1994) avait observé le même phénomène en étudiant la relation entre le développement national et le niveau de pluralisme culturel. Le Canada avait un niveau de pluralisme beaucoup plus élevé comparativement à d'autres pays ayant un développement similaire à celui du Canada (Laczko, 1994 :22).

3.5. Niveau de xénophobie selon le type d'identité nationale :

Nous présentons ici le niveau de xénophobie des répondants des quatre pays de notre analyse selon le type d'identité nationale, afin de revenir sur l'hypothèse de Hjern (1998) : les gens avec une identité nationale civique ont une plus faible probabilité d'être xénophobes et ceux avec une identité nationale ethnique ont une plus forte probabilité d'être xénophobes.

Tableau 5.1

Niveau de xénophobie selon l'identité nationale civique

			Identité Nationale civique				Total
			Faible	Moyen-Faible	Moyen-Élevé	Élevé	
Xénophobie	Faible	Nombre	14	60	428	598	1100
		% dans Identité Nationale civique	41,2%	35,5%	30,3%	24,8%	27,3%
		% du total	,3%	1,5%	10,6%	14,8%	27,3%
	Moyen	Nombre	17	77	671	1104	1869
		% dans Identité Nationale civique	50,0%	45,6%	47,5%	45,8%	46,4%
		% du total	,4%	1,9%	16,7%	27,4%	46,4%
	Élevé	Nombre	3	32	315	708	1058
		% dans Identité Nationale civique	8,8%	18,9%	22,3%	29,4%	26,3%
		% du total	,1%	,8%	7,8%	17,6%	26,3%
Total	Nombre	34	169	1414	2410	4027	
	% dans Identité Nationale civique	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du total	,8%	4,2%	35,1%	59,8%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Tableau 5.2**Niveau de xénophobie selon l'identité nationale ethnique**

			Identité nationale ethnique				Total
			Faible	Moyen-Faible	Moyen-Élevé	Élevé	
Xénophobie	Faible	Nombre	430	443	83	66	1022
		%dans Identité nationale ethnique	59,0%	31,4%	14,4%	11,8%	31,2%
		% du total	13,1%	13,5%	2,5%	2,0%	31,2%
	Moyen	Nombre	253	691	273	282	1499
		%dans Identité nationale ethnique	34,7%	48,9%	47,3%	50,4%	45,7%
		% du total	7,7%	21,1%	8,3%	8,6%	45,7%
	Élevé	Nombre	46	279	221	211	757
		%dans Identité nationale ethnique	6,3%	19,7%	38,3%	37,7%	23,1%
		% du total	1,4%	8,5%	6,7%	6,4%	23,1%
Total	Nombre	729	1413	577	559	3278	
	%dans Identité nationale ethnique	100,0%	100,0%	100,0%	100%	100,0%	
	% du total	22,2%	43,1%	17,6%	17,1%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Selon nos données, la première partie de l'hypothèse de Hjerm (1998) peut être confirmée en partie : si nous prenons l'exemple de répondants avec une faible (ou moyen-faible) identité nationale, la majorité d'entre eux ont un niveau de xénophobie faible ou moyen. Mais quelqu'un avec une faible identité nationale civique (ou ethnique), donc qui n'accorde pas ou très peu d'importance aux éléments qui constituent l'identité nationale à l'étude, peut-il vraiment être considéré comme ayant une identité nationale civique (ou ethnique) ? À notre avis, afin de bien mesurer l'influence du type d'identité nationale sur la xénophobie, il est préférable de se concentrer sur les répondants qui ont accordé une grande ou très grande importance à ces mêmes éléments.

Si nous regardons par exemple les répondants ayant une forte identité nationale civique, la majorité d'entre eux ont un niveau de xénophobie moyen ou élevé. Si l'hypothèse de Hjern (1998) était confirmée, nous aurions un faible niveau de xénophobie pour tous les niveaux d'identité nationale civique, ce qui n'est pas le cas. Ce que nous observons, c'est que plus l'identité nationale civique est forte, plus le niveau de xénophobie augmente.

La deuxième partie de l'hypothèse de Hjern (1998), celle concernant le niveau d'identité ethnique, est aussi confirmée avec nos données. En observant alors nos deux tableaux, nous pouvons énoncer qu'une forte identité nationale civique ou une forte identité nationale ethnique, augmentent les risques d'avoir des sentiments xénophobes.

Ceci nous pousse à se questionner sur l'utilité de distinguer « identité nationale civique » et « identité nationale ethnique » dans le cadre de notre analyse. Si les deux types d'identités nationales arrivent au même résultat quant à leur influence sur le niveau de xénophobie, pourquoi les distinguer ? Cette distinction nous permet de mesurer laquelle de ces identités nationales a le plus d'influence sur le niveau de xénophobie. Ce sera notre dernière partie d'analyse, celle de l'analyse de corrélation et de régression.

3.6 Analyse de corrélation et de régression

Cette dernière partie nous permet de mesurer jusqu'à quel point chacune de nos variables a un effet sur les autres variables étudiées. Pour ce faire, nous nous référerons à notre matrice de corrélation (annexe 7). Cette matrice nous permet d'analyser la force et la direction de l'association entre deux variables en calculant le coefficient de corrélation (le r de Pearson ou Pearson correlation) et le degré de significativité. Le rôle du coefficient de corrélation est de déterminer la relation entre deux variables. Est-ce que nos deux variables ont tendance à aller dans la même direction ou non ? Quelle est la force de l'association ?

En terme plus méthodique, la corrélation indique que si la variable X est élevée quand la variable Y est élevée, la corrélation est positive. Si X est élevé et Y est faible, la corrélation est négative. Interprétons les résultats obtenus à l'aide de notre matrice de corrélation.

La variable qui attire notre attention est celle du « niveau de xénophobie ». En observant les coefficients de corrélation dans la colonne « niveau de xénophobie », nous remarquons qu'ils sont plus élevés pour la variable « identité nationale ethnique » (.373) et pour la variable « années de scolarité » (-.383). Comment interpréter ces données ? Il faut d'abord se rappeler les codes que nous avons attribués à chacune des catégories de nos variables (voir au bas du tableau de corrélation).

La relation entre la variable « identité nationale ethnique » et la variable « niveau de xénophobie » est positive et peut s'interpréter de la façon suivante : les gens ayant une identité nationale ethnique plus élevée ont un niveau de xénophobie plus élevé, ce qui confirme notre hypothèse de départ qui reflète aussi celle de Hjerm (1998). La relation entre la variable « années de scolarité » et la variable « niveau de xénophobie » est négative et s'interprète alors de cette façon : les gens ayant un nombre d'années de scolarité moins élevé (ou plus faible) ont un niveau de xénophobie plus élevé. Viennent ensuite les variables « identité nationale civique » (0,101), la classe sociale subjective (-0,083) et le groupe d'âge (0,072). Le sexe n'a pas de corrélation significative avec le niveau de xénophobie des répondants.

En résumé, nous pouvons affirmer que toutes nos variables, à l'exception de celle du sexe, semblent avoir une influence plus ou moins importante sur le niveau de xénophobie des répondants de nos quatre pays étudiés. Il est important de souligner que cette analyse est bivariée, elle ne tient donc compte que de deux variables à la fois. C'est pourquoi nous avons complété par une analyse multivariée à l'aide de la méthode de régression.

L'analyse de régression nous a permis de mesurer quel pourcentage de la variance est expliqué par nos variables indépendantes et de plus, de mesurer quelle(s) variable(s) indépendante(s) ou quel modèle de régression a le plus d'importance. Nous aurions pu effectuer des analyses plus poussées avec la méthode de régression mais nous avons cru que ces analyses beaucoup plus spécifiques et complexes n'étaient pas nécessaires pour les besoins de cette recherche. Ce qui nous semblait plus intéressant était d'utiliser d'abord la méthode de régression pour les quatre pays que nous étudions et par la suite, refaire le même procédé pour chacun des pays séparément pour observer si les mêmes variables avaient la même importance indépendamment du pays que l'on analysait. Pour chaque analyse de régression, nous avons utilisé trois différents modèles, dont les tableaux se retrouvent à l'annexe 8.

- le premier modèle observe l'effet conjoint des deux variables indépendantes « identité nationale civique » et « identité nationale ethnique » sur la variable « xénophobie »
- le deuxième observe l'effet conjoint des variables démographiques (sexe, âge, classe sociale, éducation) et la votation aux dernières élections (utilisé seulement lors de l'analyse de régression pour les pays séparément)
- le troisième modèle observe l'effet conjoint des variables du premier et deuxième modèle.

Analyse de régression pour l'Autriche, le Canada, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Dans le premier modèle de régression, les variables « identité nationale civique » et « identité nationale ethnique » expliquent environ 14 % de la variance du niveau de xénophobie des répondants des quatre pays. Lors de notre analyse de corrélation, nous avons conclu que l'identité nationale ethnique avait une plus grande influence sur la xénophobie que l'identité nationale civique. L'analyse de régression vient confirmer cette hypothèse puisque analysée seule, l'identité nationale civique n'explique que 1 % de la variance du niveau de xénophobie des répondants. Dans notre deuxième modèle, les variables sexe, âge, éducation et classe sociale subjective ont été analysées. Ces variables démographiques expliquent 14,7 % de la variance sur le niveau de xénophobie. Cependant, seule l'éducation est une variable significative et donc les autres variables ne peuvent être prises en considération pour expliquer cette variance. Les années de scolarité ont donc une grande influence sur le niveau de xénophobie.

C'est avec le dernier modèle que nous avons analysé, l'effet conjoint de nos deux variables sur l'identité nationale et les variables démographiques explique 21,1 % de la variance sur le niveau de xénophobie. Ce pourcentage peut paraître faible pour certains, mais pour expliquer ce qui influence le niveau de xénophobie, ce pourcentage est considéré élevé dans l'analyse de régression. Notons toutefois qu'à l'intérieur de ce modèle, les variables classe sociale, sexe et identité nationale civique ne sont pas significatives.

Analyse de régression pour la Grande-Bretagne

Dans le premier modèle, les variables « identité nationale civique » et « identité nationale ethnique » expliquent 8,5 % de la variance du niveau de xénophobie des répondants de la Grande-Bretagne, mais prise conjointement avec l'identité nationale ethnique, notre variable identité nationale civique n'est pas significative. Cependant, si l'on ne tient compte que de l'identité nationale civique, celle-ci explique 3,6 % de la variance.

Le deuxième modèle incluant les variables démographiques des répondants de la Grande-Bretagne explique 9,6 % de la variance sur la variable xénophobie et seule l'âge n'est pas une variable significative. La classe sociale n'étant pas une variable disponible pour la Grande-Bretagne, elle n'a pas été incluse dans cette analyse. Par ordre d'importance, les variables portant le plus grand poids de l'explication sont 1- les années de scolarité, 2- la votation à un parti de droite ou d'extrême-droite et 3- le sexe.

L'effet conjoint de toutes nos variables explique 14,2 % de la variation sur le niveau de xénophobie. Dans ce dernier modèle, la votation pour un parti de droite ou d'extrême-droite et l'identité nationale civique ne sont pas des variables significatives. De façon hiérarchique descendante, les variables les plus importantes sont 1- les années de scolarité, 2- l'identité nationale ethnique, 3- le sexe et 4- l'âge du répondant.

Analyse de régression pour l'Autriche

L'effet combiné des deux types d'identité nationale explique 10,2 % de la variation sur le niveau de xénophobie pour les répondants de l'Autriche. Cependant, l'identité nationale civique est encore une fois non significative.

En ce qui concerne les variables démographiques, ce modèle justifie 10,5% de la variance. Seules le sexe et l'âge ne sont pas significatives. Par ordre d'importance, les variables ayant le plus de poids dans l'explication sont 1- la votation à un parti de droite ou d'extrême-droite, 2- les années de scolarité et 3- la classe sociale subjective.

Enfin, le troisième modèle incluant chacune de nos variables explique 14,8 % de la variation sur le niveau de xénophobie. Trois d'entre elles ne sont pas significatives, soit le sexe, l'âge, et l'identité nationale civique. Par ordre descendant, les variables les plus importantes sont 1- la votation à un parti de droite ou d'extrême-droite, 2- l'identité nationale ethnique, 3- les années de scolarités et 4- la classe sociale subjective.

Analyse de régression pour l'Italie

Pour les répondants de l'Italie, notre premier modèle est beaucoup moins révélateur que pour les autres pays. Seulement 4,1 % de la variation est expliquée pour le niveau de xénophobie et encore ici, l'identité nationale civique n'est pas une variable significative.

Le deuxième modèle qui inclut les variables démographiques explique un peu plus de variance que le premier modèle (7,7 %) mais seulement les années de scolarité et la votation à un parti de droite ou d'extrême-droite sont des variables significatives.

Le dernier modèle justifie environ 9 % de la variance et seulement trois variables sont significatives : les années de scolarité, la votation à un parti de droite ou d'extrême-droite et l'identité nationale ethnique.

Analyse de régression pour le Canada

L'effet combiné de l'identité nationale ethnique et civique dans l'explication du niveau de xénophobie justifie 9,5 % de la variance. Cependant, comme pour les autres pays, l'identité nationale civique n'est pas significative dans un intervalle de confiance de 95 %.

En ce qui concerne les variables démographiques, les plus importantes sont 1- les années de scolarité, 2- la votation à un parti de droite ou d'extrême-droite et 3- la classe sociale subjective. L'âge et le sexe ne sont pas des variables significatives dans ce modèle.

Enfin, le dernier modèle incluant toutes les variables de notre analyse pour le Canada explique 13,7 % de la variation du niveau de xénophobie. Les plus importantes sont 1- l'identité nationale ethnique, 2- la votation à un parti de droite ou d'extrême-droite, 3- les années de scolarité et 4- la classe sociale. L'âge, le sexe et l'identité nationale civique ne sont pas significatives.

Les tableaux ci-dessous résument les résultats obtenus de l'analyse de régression. Les variables les plus significatives y sont présentés en ordre hiérarchique dans le tableau 6.1, selon le modèle utilisé et selon le ou les pays analysés.

Tableau 6.1
Principaux prédicteurs de xénophobie

	Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	Les quatre pays
1^{er} modèle (id.nat. civique et ethnique)	1- Id.nat. ethnique	1-Id.nat. ethnique	1-Id.nat. ethnique	1-Id.nat. ethnique	1-Id.nat. ethnique
2^e modèle (variables démographiques)	1- Années de scolarité 2- Votation pour un parti de droite ou d'extrême-droite 3- Sexe	1- Votation pour un parti de droite ou d'extrême-droite 2-Années de scolarité 3-Classe sociale subjective	1- Années de scolarité 2- Votation pour un parti de droite ou d'extrême-droite	1- Années de scolarité 2- Votation pour un parti de droite ou d'extrême-droite 3-Classe sociale subjective	1-Années de scolarité
3^e modèle (inclus le 1 ^{er} et 2 ^e modèle)	1- Années de scolarité 2- Id.nat. ethnique 3-Sexe 4- Groupe d'âge	1-Votation pour un parti de droite ou d'extrême-droite 2-Id.nat. ethnique 3-Années de scolarité 4-Classe sociale subjective	1- Années de scolarité 2- Id.nat. ethnique 3- Votation pour un parti de droite ou d'extrême-droite	1-Id.nat. ethnique 2- Votation pour un parti de droite ou d'extrême-droite 3- Années de scolarité 4- Classe sociale subjective	1- Id.nat. ethnique 2- Années de scolarité 3- Groupe d'âge

Source : ISSP 1995

Tableau 6.2
% du niveau de xénophobie expliqué par les 3 modèles de régression

	Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	Les quatre pays
1 ^{er} modèle	8,5 %	10,2 %	4,1 %	9,5 %	14 %
2 ^e modèle	9,6 %	10,5 %	7,7 %	7,5 %	14,7 %
3 ^e modèle	14,2 %	14,8 %	9 %	13,7 %	21,1 %

Source : ISSP 1995

Discussion et conclusion

Revenons d'abord sur notre questionnement de départ. Arrivons-nous aux mêmes conclusions que celles de Hjerm (1998), c'est-à-dire, est-ce que le fait d'avoir une identité nationale ethnique serait associé avec une augmentation du risque d'être xénophobe, tandis que le fait d'avoir une identité nationale civique serait lié à une diminution de ce risque ou du moins, ne l'augmenterait pas ? (Hjerm, 1998 : 344-346).

Selon nos analyses portant sur l'Autriche, le Canada, la Grande-Bretagne et l'Italie, nous ne pouvons confirmer que l'identité nationale civique diminuerait les risques d'avoir des sentiments xénophobes. Notre analyse de corrélation a démontré que si nous ne tenons pas compte d'autres facteurs, plus l'identité nationale civique est forte, plus le niveau de xénophobie augmente. Cependant, ce type d'identité nationale s'est révélé non significatif en considérant d'autres variables pouvant exercer un effet sur la xénophobie. Ainsi, en étudiant l'influence de plusieurs facteurs simultanément lors de l'analyse de régression, nous avons observé que le fait d'avoir une faible ou une forte identité nationale civique n'avait pas une influence significative sur le niveau de xénophobie des répondants.

L'hypothèse de Hjerm, selon laquelle l'identité nationale ethnique augmenterait la probabilité d'être xénophobe, a été confirmée dans notre analyse de corrélation et de régression. Le tableau 6.1 résumant les résultats de l'analyse de régression, nous a permis d'observer que les variables qui semblaient avoir eu un plus grand effet sur les sentiments xénophobes étaient l'identité nationale

ethnique, le nombre d'années de scolarité, la classe sociale et la votation à un parti de droite ou d'extrême-droite. Les gens ayant une forte identité nationale ethnique, un faible niveau de scolarité, se considérant ne pas faire partie d'une classe sociale supérieure et s'associant à un parti de droite ou d'extrême-droite avaient une plus grande probabilité d'avoir des sentiments xénophobes.

En comparant seulement le niveau de xénophobie entre les pays, l'Italie a obtenu le niveau le plus élevé, suivi de l'Autriche, de la Grande-Bretagne et du Canada (tableau 3.1). Remarquons que les pays dont l'identité nationale nous semblait plus homogène, dont l'attachement régional est plus important et dont les partis d'extrême droite sont plus présents ont un niveau de xénophobie plus élevé (Italie et Autriche). Ces résultats confirment notre hypothèse par rapport au choix des pays utilisés pour notre étude. Cependant, le Canada et la Grande-Bretagne ne forment pas un groupe homogène dont les résultats sont comparables. Nous avons plutôt découvert la situation unique du Canada en regard des trois autres pays européens. En effet, le niveau de xénophobie des répondants du Canada s'est nettement démarqué de celui des répondants de l'Autriche, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Le niveau de xénophobie au Canada était beaucoup plus faible, probablement entre autres parce que l'identité nationale ethnique y était beaucoup moins élevée que dans les pays européens étudiés. Cette hypothèse est très intéressante puisque dans l'échantillonnage de l'enquête ISSP 1995, il y avait une surreprésentation des francophones au Canada et ce sont généralement eux que l'on accuse de nationalisme ethnique. La critique de Poulin (2000) apportée à

l'intérieur de notre cadre théorique nous pousse à nous questionner sur la pertinence de l'utilisation des concepts d'identité nationale ethnique et civique puisqu'ils renvoient à une hiérarchisation des nationalismes. De plus, nous avons démontré que tenant compte seulement de ces deux types d'identité nationale, il n'y a aucune différence quant à leur influence sur le niveau de xénophobie : une forte identité nationale civique ou une forte identité nationale ethnique augmente la probabilité d'avoir des sentiments xénophobes. À eux seuls, les concepts d'identité nationale ethnique et civique tels qu'ils ont été développés par Smith (1991) et repris dans l'étude de Hjerm (1998) ne semblent donc pas pertinents dans l'étude de leur impact sur la xénophobie. Cependant, puisque nous avons pris l'initiative d'étudier l'effet conjoint de d'autres variables pouvant influencer le niveau de xénophobie des répondants (éducation, classe sociale, votation à un parti de droite, etc.), ceci nous a permis d'arriver à la conclusion que tenant compte de plusieurs variables à la fois, le fait d'avoir une faible ou une forte identité nationale civique n'avait pas d'influence sur le niveau de xénophobie. De plus, les multiples définitions qui existent sur le concept d'identité nationale et leurs différentes interprétations que les chercheurs peuvent en faire, rendent difficile l'utilisation de ce concept dans une recherche quantitative.

Une autre hypothèse concernant la situation unique du Canada, est que le niveau de pluralisme étant plus élevé au Canada, le risque de xénophobie s'en retrouve diminué. Dans son étude comparative sur le pluralisme, Laczko (1994 : 32) arrivait à la conclusion qu'en général, les pays avec un niveau de

développement socio-économique plus élevé étaient associés avec un faible niveau de pluralisme. Cependant, le Canada y faisait exception avec un développement socio-économique élevé et un niveau de pluralisme élevé. Dans l'enquête ISSP 1995, Hjerm (1998) définissait les pluralistes comme ceux n'ayant pas ou peu de sentiments liés à l'identité nationale, qu'elle soit ethnique ou civique (Hjerm, 1998 : 340). Et Poulin (2000 : 84) confirme le pluralisme du Canada en ajoutant que «il n'existe pas au Canada de véritable nation canadienne. Il n'existe qu'une citoyenneté canadienne. Le Canada est composé de Québécois, d'Acadiens, de peuples autochtones ... et de Canadiens anglais ». Donc, s'il n'y a pas de nation canadienne, nous pouvons s'attendre à ce que les sentiments liés à l'identité nationale soit moins élevé au Canada.

Nous avons démontré que le Canada avait la plus grande proportion de répondants ayant peu de sentiments liés à l'identité nationale ethnique et cette dernière variable s'est avérée être très influente sur le niveau de xénophobie. Le niveau de pluralisme élevé du Canada pourrait donc être une autre explication possible de la situation unique de ce pays par rapport à l'Autriche, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Quant à la Grande-Bretagne, notons que son niveau de xénophobie, même s'il est plus faible que de celui de l'Autriche et de l'Italie, il se rapproche beaucoup plus de ceux-ci que celui du Canada. Les problèmes de racisme que connaît la Grande-Bretagne depuis plusieurs années expliquent probablement une partie de ces résultats. Remarquons également que la Grande-Bretagne est le seul

pays où le sexe et le groupe d'âge sont des variables significatives par rapport au niveau de xénophobie dans l'analyse de régression (voir tableau 6.1). Tel que décrit dans le contexte socio-politique de la Grande-Bretagne, ces résultats sont concordants avec l'étude de 1985 réalisée en Grande-Bretagne sur les préjugés raciaux des Britanniques (Couper et Martuccelli, 1994 : 29). Il serait peut-être intéressant d'analyser plus profondément ces résultats pour connaître les raisons derrière ces données. Les différences d'opinions entre les hommes et les femmes, et entre les groupes d'âges ou entre les générations sont-ils plus marquées en Grande-Bretagne que dans les autres pays ? Si oui, quelles en sont les causes ?

Nous croyons qu'il est cependant important d'avoir un regard plus large sur notre problématique qu'est la xénophobie et de ne pas seulement considérer les variables retenues dans notre analyse statistique mais aussi de tenir compte de la situation socio-politique des pays. C'est pour cette raison qu'au cours de notre recherche, nous avons consacré notre deuxième chapitre à l'étude du contexte socio-politique des pays que nous avons analysé dans le chapitre trois.

Dans la mesure du possible, nous avons tenté de relever les trois dimensions soulevées par Wieviorka (1994) qui seraient favorables au développement du racisme et de la xénophobie. De plus, puisque nous voulions aussi observer l'influence des partis politiques sur la xénophobie, nous les avons aussi inclus dans nos descriptions socio-politiques des pays. L'étude de Wieviorka (1994) portait sur la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne et l'Italie. Même si deux des pays différaient de notre analyse, les hypothèses et les conclusions de

cet auteur étaient assez générales pour être pertinentes et retenues dans notre recherche. Voici les trois conditions qui favoriseraient le développement du racisme et de la xénophobie :

La société : Wieviorka (1994 : 13) a expliqué que le racisme pouvait se développer dans «la décomposition des mouvements sociaux dans la rétraction du marché du travail, (...) ou encore dans les phases de croissance et de développement économique ».

L'État : l'État exerce une influence par ses politiques, par sa manière d'assurer ou non «des principes d'égalité et de redistribution sociale » (Wieviorka, 1994 : 14) etc. Son influence est encore plus importante si nous nous référons aux politiques d'immigration ou de nationalité.

La nation : et plus spécifiquement la conscience nationale.

La conscience nationale (...) peut aussi bien s'écarter de toute tentation raciste et xénophobe pour s'adresser à des valeurs universelles de raison et de progrès, qu'à l'inverse s'enfermer dans un différentialisme lourd d'appels à l'homogénéité du corps social, à la xénophobie, et à la limite, au racisme (Wieviorka, 1994 : 14).

À ces trois conditions, Wieviorka a ajouté qu'il y a eu le développement d'une formule d'intégration de la société, de l'État et de la nation, qui a connu son apogée dans les années 50-60 et c'est sa déstructuration, variant d'un pays à l'autre, qui a pu renouveler l'espace du racisme et de la xénophobie en Europe

(Wieviorka, 1994 : 15). Wieviorka a démontré avec les exemples de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Allemagne et de la Belgique, que :

le racisme trouve ses conditions favorables lorsque, simultanément, la fin d'une société industrielle dynamique et puissante se révèle brutale et spectaculaire, que l'État et les institutions apportant assurance et assistance entrent en crise, que la conscience nationale, vigoureuse, se rétracte sur sa seule face différentialiste, et que l'ensemble que forment ces trois dimensions se déstructure (Wieviorka, 1994 : 291).

L'auteur a donc résumé les trois conditions décrites plus haut qui démontrent bien l'importance et l'influence du contexte socio-politique des pays sur le racisme et la xénophobie.

Y a-t-il un lien entre racisme et immigration ? Wieviorka (1994 : 291) a affirmé à juste titre que le refus de l'immigration ou de certaines immigrations, peut être une caractéristique d'un racisme différentialiste. Que nous le formulions en termes économiques (pour défendre les emplois des nationaux) ou en termes culturels (pour les risques que l'immigration pourrait occasionner à l'identité nationale), le refus de l'immigration

renvoie au rapport de la collectivité nationale considérée avec l'extérieur, et pose la question de l'intervention de l'État et de ses politiques. Très différemment, le racisme est un problème interne, qui définit avant tout le fonctionnement et les changements au sein d'une société

À notre avis, ce « refus de l'immigration » peut être considéré comme une forme de xénophobie et dans ce cas, les politiques d'immigration de l'État prennent toute leur importance. Selon Mary Robinson, haut-commissaire des Nations-Unies pour les droits de la personne, la xénophobie existe partout en Europe et sa réflexion confirme l'importance et l'influence du contexte socio-politique des pays.

À l'heure de la mondialisation, on a un échange des biens, de l'argent, mais non des personnes, en raison de barrières qui transforment parfois l'Europe en forteresse. Tout cela renforce certaines formes de racisme et la haine contre l'autre. Lorsqu'il y a des élections, même locales, certains candidats n'hésitent pas à miser sur le racisme pour être populaires, et cela est très dangereux (Robinson, 2001).

La montée de l'extrême-droite en Europe que nous avons résumé dans le deuxième chapitre est donc également un élément important à considérer lors d'une étude portant sur la xénophobie.

Au cours de notre recherche, nous avons soulevé quelques limites concernant non seulement celles liées à l'analyse statistique mais également celles liées spécifiquement à l'enquête ISSP 1995. Notre étude comprend aussi certaines limites concernant la comparaison de nos résultats avec ceux de Hjerm (1998), notamment en ce qui concerne les notions d'identité nationale ethnique et civique. Puisque Hjerm (1998) a également utilisé ces concepts dans son étude, nous avons pu utiliser cette dernière comme élément de base mais son analyse ne tient compte

que de l'identité nationale, la fierté nationale et la xénophobie. Aucune autre variable n'a été analysée et c'est ce que nous avons voulu apporter comme complément à cette étude. Ceci nous a permis d'intégrer certaines variables qui nous semblaient importantes à analyser plus en profondeur : l'influence des partis politiques de droite ou d'extrême-droite, la scolarité, le groupe d'âge, la classe sociale et le sexe.

Deux autres éléments importants ont été mentionnés : Premièrement, Hjerm a omis d'incorporer l'élément « religion » dans l'un des deux types d'identité nationale tandis que nous l'avons inclus dans l'identité nationale ethnique puisque cet élément en fait partie selon la définition de Smith (1991). Deuxièmement, l'élément « langue » a été interprété différemment par Hjerm et Smith. Selon la définition de Smith (1991), la langue aurait dû être incluse dans l'identité nationale ethnique mais comme nous l'avons vu au chapitre un, Hjerm a interprété la « connaissance des langues officielles du pays » comme appartenant à l'identité nationale civique. Nous sommes conscients que ces deux éléments ont pu influencer nos résultats quant à la significativité des variables identité nationale civique et ethnique sur les sentiments xénophobes des répondants. Cependant, nous croyons que notre étude, en incluant la variable « religion » à l'intérieur de l'identité nationale ethnique et en analysant d'autres facteurs susceptibles d'avoir un impact sur la xénophobie, se veut plus complète, permettant ainsi une réflexion plus large sur le phénomène de la xénophobie.

Annexe 1

Groupe ethnique des répondants du Canada

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulatif
American Indian, Navajo, Ind. Dialect	10	,7	,7	,7
Black/African/Caribbean, No-Spanish	9	,6	,6	1,3
China, Chin, Cantonese, Hakka, Mandarin	42	2,8	2,8	4,1
CONT.SOUTH-EAST ASIA, Thai, Khmer	9	,6	,6	4,7
Creole, Surinamese/Sranan, Metis	3	,2	,2	4,9
England, England&Wales, UK, English	427	28,1	28,7	33,6
France, French (I:Val D Aosta)	475	31,2	32,0	65,6
Germany, German (H:German/Swab)	76	5,0	5,1	70,7
Ireland, Irish/Irish Gaelic	67	4,4	4,5	75,2
Italy, Italian	44	2,9	2,9	78,1
Netherlands, Dutch, Flemish	24	1,6	1,6	79,7
Poland, Polish, Pole	26	1,7	1,7	81,5
Scotland, Scots Gaelic, Scottish	110	7,2	7,4	88,8
South+Latin America, NL:Neth.Antilles	13	,8	,9	89,7
Ukraine, Ukrainian (SK:Ruthenian)	31	2,0	2,1	91,8
Yiddish/Jewish	23	1,5	1,6	93,3
Other, Mixed origin	99	6,5	6,7	100,0
Total	1487	97,7	100,0	
NA, dont know	35	2,3		
Total	1522	100,0		

Source : ISSP 1995

Annexe 2

Votation aux dernières élections - Répondants de la Grande-Bretagne

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cummulatif
	Conservative	283	26,2	27,2	27,2
	Labour	474	44,0	45,7	72,9
	Liberal Democrats	157	14,6	15,2	88,1
	SNP (Scot National)	16	1,4	1,5	89,6
	Plaid Cymru	4	,4	,4	90,0
	Green party	7	,7	,7	90,7
	Other answer	4	,3	,4	91,1
	Other Party	5	,5	,5	91,6
	Would not vote;No party preference	88	8,1	8,4	100,0
	Total	1039	96,2	100,0	
Valeurs manquantes	Dont know	35	3,3		
	NA	5	,5		
	Total	41	3,8		
Total		1079	100,0		

Source : ISSP 1995

Votation aux dernières élections - Répondants du Canada

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cummulatif
	PC	168	11,0	11,8	11,8
	Liberal	470	30,9	33,0	44,8
	NDP	153	10,1	10,8	55,6
	Bloc Quebecois	127	8,4	8,9	64,5
	Reform	85	5,6	6,0	70,5
	Libertarian	3	,2	,2	70,7
	Confederation of Regions	1	,0	,0	70,7
	Communist	6	,4	,4	71,2
	Green Party	10	,7	,7	71,9
	Other Party	4	,3	,3	72,2
	Would not vote;No party preference	395	26,0	27,8	100,0
	Total	1423	93,5	100,0	
Valeurs manquantes	Refused	2	,1		
	NA	97	6,4		
	Total	99	6,5		
Total		1522	100,0		

Source : ISSP 1995

Votation aux dernières élections - Répondants de l'Italie

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cummulatif
MSI	5	,5	,6	,6
Alleanza Nazionale	47	4,3	5,8	6,4
Forza Italia	113	10,3	13,8	20,2
Lista Pannella-Rifomatori	26	2,4	3,2	23,4
CCD	54	4,9	6,6	29,9
Federalisti	10	1,0	1,3	31,2
CDU	39	3,5	4,7	35,9
Popolari	101	9,2	12,3	48,2
Lega Nord	64	5,8	7,8	56,0
Democratici-Patti Segni,All.dem	76	6,9	9,2	65,2
Laburisti	9	,9	1,1	66,3
PRI	12	1,1	1,5	67,9
VERDI	54	5,0	6,6	74,5
PDS	124	11,4	15,2	89,7
Rifondazione Comunista	19	1,7	2,3	92,0
Other Party	10	1,0	1,3	93,2
Would not vote;No party preference	55	5,1	6,8	100,0
Total	820	74,9	100,0	
Valeurs manquantes	Dont Know	269	24,6	
	NA	5	,5	
	Total	274	25,1	
Total	1094	100,0		

Source : ISSP 1995

Votation aux dernières élections - Répondants de l'Autriche

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cummulatif
SPOE (Soc-Democr)	267	26,7	37,7	37,7
OEVP (Cons)	181	18,1	25,6	63,3
FPOE (Right Liberal)	126	12,6	17,8	81,1
GA (Left Green)	88	8,8	12,4	93,5
LF (Liberal)	43	4,3	6,0	99,5
Other Party	3	,3	,5	100,0
Total	709	70,9	100,0	
Valeurs manquantes	NA	291	29,1	
Total	1000	100,0		

Source : ISSP 1995

Annexe 3

Tableau croisé: Opinion des répondants "Les immigrants font grimper le taux de criminalité" selon le pays

			Pays				Total
			Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Opinion	D'accord	Nombre	259	603	701	299	1862
		% dans le pays	25,2%	63,0%	64,7%	20,6%	41,2%
		% du Total	5,7%	13,3%	15,5%	6,6%	41,2%
	Ni l'un ni l'autre	Nombre	368	159	158	352	1037
		% dans le pays	35,8%	16,6%	14,6%	24,2%	22,9%
		% du Total	8,1%	3,5%	3,5%	7,8%	22,9%
	En désaccord	Nombre	401	195	224	803	1623
		% dans le pays	39,0%	20,4%	20,7%	55,2%	35,9%
		% du Total	8,9%	4,3%	5,0%	17,8%	35,9%
Total		Nombre	1028	957	1083	1454	4522
		% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		% du Total	22,7%	21,2%	23,9%	32,2%	100,0%

Source : ISSP 1995

Tableau croisé: Opinion des répondants "Globalement, les immigrants contribuent à la santé économique" selon le pays

			Pays				Total
			Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Opinion	D'accord	Nombre	173	397	226	948	1744
		% dans le pays	17,2%	43,1%	21,4%	64,2%	39,1%
		% du Total	3,9%	8,9%	5,1%	21,2%	39,1%
	Ni l'un ni l'autre	Nombre	449	298	204	354	1305
		% dans le pays	44,5%	32,3%	19,3%	24,0%	29,2%
		% du Total	10,1%	6,7%	4,6%	7,9%	29,2%
	En désaccord	Nombre	386	227	626	175	1414
		% dans le pays	38,3%	24,6%	59,3%	11,8%	31,7%
		% du Total	8,6%	5,1%	14,0%	3,9%	31,7%
Total		Nombre	1008	922	1056	1477	4463
		% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		% du Total	22,6%	20,7%	23,7%	33,1%	100,0%

Source : ISSP 1995

Tableau croisé: Opinion des répondants "Globalement, les immigrants privent d'emplois les citoyens de naissance" selon le pays

			Pays				Total
			Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Opinion	D'accord	Nombre	507	344	412	370	1633
		% dans le pays	48,7%	36,3%	38,1%	25,0%	35,9%
		% du Total	11,1%	7,6%	9,1%	8,1%	35,9%
	Ni l'un ni l'autre	Nombre	274	253	189	286	1002
		% dans le pays	26,3%	26,7%	17,5%	19,3%	22,0%
		% du Total	6,0%	5,6%	4,2%	6,3%	22,0%
	En désaccord	Nombre	260	350	481	825	1916
		% dans le pays	25,0%	37,0%	44,5%	55,7%	42,1%
		% du Total	5,7%	7,7%	10,6%	18,1%	42,1%
Total	Nombre	1041	947	1082	1481	4551	
	% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du Total	22,9%	20,8%	23,8%	32,5%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Tableau croisé: Opinion des répondants "Les immigrants ouvrent le pays aux idées et aux cultures" selon le pays

			Pays				Total
			Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Opinion	D'accord	Nombre	554	431	471	1196	2652
		% dans le pays	54,4%	47,9%	44,2%	79,7%	59,1%
		% du Total	12,4%	9,6%	10,5%	26,7%	59,1%
	Ni l'un ni l'autre	Nombre	285	237	188	186	896
		% dans le pays	28,0%	26,4%	17,6%	12,4%	20,0%
		% du Total	6,4%	5,3%	4,2%	4,1%	20,0%
	En désaccord	Nombre	180	231	407	119	937
		% dans le pays	17,7%	25,7%	38,2%	7,9%	20,9%
		% du Total	4,0%	5,2%	9,1%	2,7%	20,9%
Total	Nombre	1019	899	1066	1501	4485	
	% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du Total	22,7%	20,0%	23,8%	33,5%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Annexe 4

Votation aux dernières élections selon le sexe - Répondants de l'Autriche

			Partis politiques		Total
			FPÖ / ÖVP	Autres partis	
Sexe	Homme	Nombre	151	188	339
		% dans partis politiques	49,2%	46,9%	47,9%
		% du total	21,3%	26,6%	47,9%
	Femme	Nombre	156	213	369
		% dans partis politiques	50,8%	53,1%	52,1%
		% du total	22,0%	30,1%	52,1%
Total		Nombre	307	401	708
		% dans partis politiques	100,0%	100,0%	100,0%
		% du total	43,4%	56,6%	100,0%

Source : ISSP 1995

Votation aux dernières élections selon le sexe - Répondants de l'Italie

			Partis politiques		Total
			MSI/AN/Forza Italia/CCD/Ligue du Nord	Autres partis	
Sexe	Homme	Nombre	152	273	425
		% dans partis politiques	53,7%	50,9%	51,9%
		% du Total	18,6%	33,3%	51,9%
	Femme	Nombre	131	263	394
		% dans partis politiques	46,3%	49,1%	48,1%
		% du Total	16,0%	32,1%	48,1%
Total		Nombre	283	536	819
		% dans partis politiques	100,0%	100,0%	100,0%
		% du Total	34,6%	65,4%	100,0%

Source : ISSP 1995

Annexe 5

Années de scolarité selon le sexe et le pays

Sexe				Pays				Total	
				Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada		
Homme	Années de scolarité	10 ans et moins	Nombre	193	265	238	84	780	
			% dans le pays	41,8%	57,4%	45,1%	11,6%	35,9%	
			% du Total	8,9%	12,2%	10,9%	3,9%	35,9%	
	11-13 ans	Nombre	202	112	145	172	631		
		% dans le pays	43,7%	24,2%	27,5%	23,8%	29,0%		
		% du Total	9,3%	5,1%	6,7%	7,9%	29,0%		
	14 ans et plus	Nombre	67	85	145	467	764		
		% dans le pays	14,5%	18,4%	27,5%	64,6%	35,1%		
		% du Total	3,1%	3,9%	6,7%	21,5%	35,1%		
	Total			Nombre	462	462	528	723	2175
				% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
				% du Total	21,2%	21,2%	24,3%	33,2%	100,0%
Femme	Années de scolarité	10 ans et moins	Nombre	201	339	290	59	889	
			% dans le pays	34,1%	64,6%	51,3%	8,1%	36,9%	
			% du Total	8,3%	14,1%	12,0%	2,4%	36,9%	
	11-13 ans	Nombre	295	129	166	202	792		
		% dans le pays	50,1%	24,6%	29,4%	27,6%	32,9%		
		% du Total	12,2%	5,4%	6,9%	8,4%	32,9%		
	14 ans et plus	Nombre	93	57	109	470	729		
		% dans le pays	15,8%	10,9%	19,3%	64,3%	30,2%		
		% du Total	3,9%	2,4%	4,5%	19,5%	30,2%		
	Total			Nombre	589	525	565	731	2410
				% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
				% du Total	24,4%	21,8%	23,4%	30,3%	100,0%

Source : ISSP 1995

Classe sociale subjective selon le sexe et le pays

Sexe				Pays			Total
				Autriche	Italie	Canada	
Homme	Classe sociale	Classe inférieure	Nombre	71	71	99	241
			% dans le pays	16,2%	13,4%	17,7%	15,8%
			% du Total	4,6%	4,6%	6,5%	15,8%
	Classe ouvrière	Nombre			129	129	
		% dans le pays			23,0%	8,4%	
		% du Total			8,4%	8,4%	
	Classe moyenne	Nombre	291	387	216	894	
		% dans le pays	66,3%	73,3%	38,6%	58,5%	
		% du Total	19,1%	25,3%	14,1%	58,5%	
	Classe supérieure	Nombre	77	70	116	263	
% dans le pays		17,5%	13,3%	20,7%	17,2%		
% du Total		5,0%	4,6%	7,6%	17,2%		
Total			Nombre	439	528	560	1527
			% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
			% du Total	28,7%	34,6%	36,7%	100,0%
Femme	Classe sociale	Classe inférieure	Nombre	98	84	98	280
			% dans le pays	19,7%	14,8%	16,7%	17,0%
			% du Total	5,9%	5,1%	5,9%	17,0%
	Classe ouvrière	Nombre			103	103	
		% dans le pays			17,6%	6,2%	
		% du Total			6,2%	6,2%	
	Classe moyenne	Nombre	335	403	265	1003	
		% dans le pays	67,4%	71,2%	45,2%	60,8%	
		% du Total	20,3%	24,4%	16,1%	60,8%	
	Classe supérieure	Nombre	64	79	120	263	
% dans le pays		12,9%	14,0%	20,5%	15,9%		
% du Total		3,9%	4,8%	7,3%	15,9%		
Total			Nombre	497	566	586	1649
			% dans le pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
			% du Total	30,1%	34,3%	35,5%	100,0%

Source : ISSP 1995

Identité nationale ethnique selon le sexe et le pays

				Pays				Total
				Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Canada	
Homme	Identité nationale ethnique	Faible	Nombre	52	59	35	241	387
			% dans le Pays	14,9%	16,3%	8,9%	37,8%	22,3%
			% du Total	3,0%	3,4%	2,0%	13,9%	22,3%
		Moyen-Faible	Nombre	162	161	183	275	781
			% dans le Pays	46,6%	44,5%	46,7%	43,2%	44,9%
			% du Total	9,3%	9,3%	10,5%	15,8%	44,9%
		Moyen-Élevé	Nombre	71	70	93	68	302
			% dans le Pays	20,4%	19,3%	23,7%	10,7%	17,4%
			% du Total	4,1%	4,0%	5,3%	3,9%	17,4%
		Élevé	Nombre	63	72	81	53	269
% dans le Pays	18,1%		19,9%	20,7%	8,3%	15,5%		
% du Total	3,6%		4,1%	4,7%	3,0%	15,5%		
Total			Nombre	348	362	392	637	1739
			% dans le Pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
			% du Total	20,0%	20,8%	22,5%	36,6%	100,0%
Femme	Identité nationale ethnique	Faible	Nombre	64	50	26	251	391
			% dans le Pays	14,6%	13,2%	6,4%	40,0%	21,1%
			% du Total	3,5%	2,7%	1,4%	13,6%	21,1%
		Moyen-Faible	Nombre	199	142	172	240	753
			% dans le Pays	45,3%	37,4%	42,6%	38,2%	40,7%
			% du Total	10,8%	7,7%	9,3%	13,0%	40,7%
		Moyen-Élevé	Nombre	98	66	110	54	328
			% dans le Pays	22,3%	17,4%	27,2%	8,6%	17,7%
			% du Total	5,3%	3,6%	5,9%	2,9%	17,7%
		Élevé	Nombre	78	122	96	83	379
% dans le Pays	17,8%		32,1%	23,8%	13,2%	20,5%		
% du Total	4,2%		6,6%	5,2%	4,5%	20,5%		
Total			Nombre	439	380	404	628	1851
			% dans le Pays	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
			% du Total	23,7%	20,5%	21,8%	33,9%	100,0%

Source : ISSP 1995

Annexe 6

Niveau de xénophobie selon l'affiliation politique - Autriche

			Partis politiques		Total
			FPO / ÖVP	Autres partis	
Xénophobie	Faible	Nombre	30	84	114
		% dans les partis	11,5%	24,3%	18,8%
		% du total	4,9%	13,8%	18,8%
	Moyen	Nombre	134	183	317
		% dans les partis	51,1%	53,0%	52,2%
		% du total	22,1%	30,1%	52,2%
	Élevé	Nombre	98	78	176
		% dans les partis	37,4%	22,6%	29,0%
		% du total	16,1%	12,9%	29,0%
Total	Nombre	262	345	607	
	% dans les partis	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du total	43,2%	56,8%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Niveau de xénophobie selon l'affiliation politique - Italie

			Parti de droite Italie		Total
			MSI/AN/Forza Italia/CCD/Ligue du Nord	Autres partis	
Xénophobie	Faible	Nombre	13	80	93
		% dans les partis politiques	4,9%	15,8%	12,0%
		% du Total	1,7%	10,3%	12,0%
	Moyen	Nombre	103	245	348
		% dans les partis politiques	38,4%	48,3%	44,9%
		% du Total	13,3%	31,6%	44,9%
	Élevé	Nombre	152	182	334
		% dans les partis politiques	56,7%	35,9%	43,1%
		% du Total	19,6%	23,5%	43,1%
Total	Nombre	268	507	775	
	% dans les partis politiques	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du Total	34,6%	65,4%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Niveau de xénophobie selon l'affiliation politique - Grande-Bretagne

			Partis politiques		Total
			Conservateur	Autres Partis	
Xénophobie	Faible	Nombre	33	122	155
		% dans les partis politiques	12,6%	20,5%	18,1%
		% du total	3,9%	14,3%	18,1%
	Moyen	Nombre	152	319	471
		% dans les partis politiques	58,0%	53,7%	55,0%
		% du total	17,8%	37,3%	55,0%
	Élevé	Nombre	77	153	230
		% dans les partis politiques	29,4%	25,8%	26,9%
		% du total	9,0%	17,9%	26,9%
Total	Nombre	262	594	856	
	% dans les partis politiques	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du total	30,6%	69,4%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Niveau de xénophobie selon l'affiliation politique - Canada

			Partis politiques		Total
			PC/Reform	Autres partis	
Xénophobie	Faible	Nombre	93	407	500
		% dans les partis politiques	40,6%	55,6%	52,0%
		% du total	9,7%	42,4%	52,0%
	Moyen	Nombre	108	254	362
		% dans les partis politiques	47,2%	34,7%	37,7%
		% du total	11,2%	26,4%	37,7%
	Élevé	Nombre	28	71	99
		% dans les partis politiques	12,2%	9,7%	10,3%
		% du total	2,9%	7,4%	10,3%
Total	Nombre	229	732	961	
	% dans les partis politiques	100,0%	100,0%	100,0%	
	% du total	23,8%	76,2%	100,0%	

Source : ISSP 1995

Annexe 7
Tableau de corrélation

Correlations

	Niveau de xénophobie	Identité nationale civique	Identité nationale ethnique	Années de scolarité	Classe sociale	Groupe d'âge	Sexe
Niveau de xénophobie	Pearson Correlation	,101**	,373**	-,383**	-,083**	,072**	-,007
	Sig. (2-tailed)	,000	,000	,000	,000	,000	,657
	N	4227	3276	4133	2888	4145	4223
Identité nationale civique	Pearson Correlation	,101**	,396**	-,107**	-,011	,240**	,047**
	Sig. (2-tailed)	,000	,000	,000	,530	,000	,002
	N	4026	3468	4341	3053	4354	4432
Identité nationale ethnique	Pearson Correlation	,373**	,396**	-,393**	-,072**	,286**	,058**
	Sig. (2-tailed)	,000	,000	,000	,000	,000	,001
	N	3276	3594	3520	2449	3525	3590
Années de scolarité	Pearson Correlation	-,383**	-,107**	-,393**	,182**	-,259**	-,036*
	Sig. (2-tailed)	,000	,000	,000	,000	,000	,016
	N	4133	4341	3520	3129	4512	4586
Classe sociale	Pearson Correlation	-,083**	-,011	-,072**	,182**	-,045*	-,008
	Sig. (2-tailed)	,000	,530	,000	,000	,011	,659
	N	2888	3053	2449	3180	3131	3177
Groupe d'âge	Pearson Correlation	,072**	,240**	,286**	-,259**	1,000	,024
	Sig. (2-tailed)	,000	,000	,000	,000	,011	,101
	N	4145	4354	3525	3131	4601	4599
Sexe	Pearson Correlation	-,007	,047**	,058**	-,008	,024	1,000
	Sig. (2-tailed)	,657	,002	,001	,659	,101	,
	N	4223	4432	3590	3177	4599	4690

** : Correlation is significant at the 0.01 level (2-tailed).

* : Correlation is significant at the 0.05 level (2-tailed).

Niveau de xénophobie : 1=faible, 2=moyen, 3- élevé

Identité nationale civique : 1= faible, 2= moyen-faible, 3=moyen-élevé, 4= élevé

Identité nationale ethnique : 1= faible, 2= moyen-faible, 3=moyen-élevé, 4= élevé

Années de scolarité : 1= 10 ans et moins, 2=11-13 ans, 3=14 ans et plus

Groupe d'âge : 1= moins de 25 ans, 2=25-34 ans, 3=35-44 ans, 4=45-54 ans, 5=55 ans et plus

Sexe : 1= homme, 2= femme

Annexe 8
Analyse de régression

Régression - 4 pays - Identité nationale

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,101 ^a	,010	,010	,7288
2	,376 ^b	,141	,141	,6789

- a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée
- b. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée, Identité nationale ethnique groupée

ANOVA^a

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	17,850	1	17,850	33,606	,000 ^a
	Residual	1739,180	3274	,531		
	Total	1757,030	3275			
2	Regression	248,503	2	124,251	269,615	,000 ^b
	Residual	1508,527	3273	,461		
	Total	1757,030	3275			

- a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée
- b. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée, Identité nationale ethnique groupée
- c. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	1,562	,074		21,025	,000
	Identité Nationale civique groupée	,120	,021	,101	5,797	,000
2	(Constant)	1,555	,069		22,475	,000
	Identité Nationale civique groupée	-,066	,021	-,055	-3,140	,002
	Identité nationale ethnique groupée	,287	,013	,395	22,372	,000

- a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Regression 4 pays - Var. démographiques

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,385 ^a	,148	,147	,6764

a. Predictors: (Constant), R: Sex
Classe sociale regroupée 4, âge groupé, Années de scolarité

ANOVA^b

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	229,747	4	57,437	125,547	,000 ^a
	Residual	1318,961	2883	,457		
	Total	1548,708	2887			

a. Predictors: (Constant), R: Sex
, Classe sociale regroupée 4, âge groupé, Années de scolarité

b. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	2,785	,071		39,379	,000
	Années de scolarité	-,343	,016	-,389	-21,512	,000
	Classe sociale regroupée 4	-1,11E-02	,014	-,014	-,793	,428
	âge groupé	-1,48E-02	,009	-,029	-1,621	,105
	R: Sex	-2,95E-02	,025	-,020	-1,169	,243

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression 4 pays : Identité nationale + variables démographiques

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,462 ^a	,213	,211	,6504

a. Predictors: (Constant), Identité nationale ethnique groupée, R: Sex
, Classe sociale regroupée 4, âge groupé, Identité Nationale civique groupée, Années de scolarité

ANOVA^a

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	280,094	6	46,682	110,343	,000 ^a
	Residual	1033,215	2442	,423		
	Total	1313,310	2448			

a. Predictors: (Constant), Identité nationale ethnique groupée, R: Sex, Classe sociale regroupée 4, âge groupé, Identité Nationale civique groupée, Années de scolarité

b. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	2,338	,103		22,686	,000
	Années de scolarité	-,257	,018	-,291	-14,428	,000
	Classe sociale regroupée 4	-,011	,015	-,013	-,737	,461
	âge groupé	-,041	,010	-,081	-4,193	,000
	R: Sex	-,046	,026	-,031	-1,727	,084
	Identité Nationale civique groupée	-,030	,024	-,025	-1,282	,200
	Identité nationale ethnique groupée	,213	,016	,292	13,669	,000

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression G-B: Identité nationale

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,194 ^a	,037	,036	,6558
2	,296 ^b	,087	,085	,6389

a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée

b. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée, Identité nationale ethnique groupée

ANOVA^a

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	12,026	1	12,026	27,968	,000 ^a
	Residual	309,044	719	,430		
	Total	321,070	720			
2	Regression	28,083	2	14,041	34,395	,000 ^b
	Residual	292,987	718	,408		
	Total	321,070	720			

- a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée
 b. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée, Identité nationale ethnique groupée
 c. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	1,460	,122		11,929	,000
	Identité Nationale civique groupée	,183	,035	,194	5,288	,000
2	(Constant)	1,468	,119		12,306	,000
	Identité Nationale civique groupée	5,181E-02	,040	,055	1,302	,193
	Identité nationale ethnique groupée	,185	,030	,263	6,271	,000

- a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression G-B: Variables démographiques

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,317 ^a	,100	,096	,6350

- a. Predictors: (Constant), Années de scolarité, Partis politiques Grande-Bretagne, R: Sex , âge groupé

ANOVA^a

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	38,188	4	9,547	23,674	,000 ^a
	Residual	342,631	850	,403		
	Total	380,819	854			

- a. Predictors: (Constant), Années de scolarité, Partis politiques Grande-Bretagne, R: Sex , âge groupé
 b. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	3,017	,154		19,647	,000
	R: Sex	-,106	,044	-,079	-2,411	,016
	âge groupé	-1,96E-03	,017	-,004	-,116	,907
	Partis politiques Grande-Bretagne	-,144	,048	-,099	-2,990	,003
	Années de scolarité	-,283	,034	-,293	-8,371	,000

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression G-B: identité nationale + var. démographiques

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,387 ^a	,149	,142	,6187

a. Predictors: (Constant), Années de scolarité, Partis politiques Grande-Bretagne, R: Sex Identité Nationale civique groupée, âge groupé, Identité nationale ethnique groupée

ANOVA^b

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	45,925	6	7,654	19,995	,000 ^a
	Residual	261,423	683	,383		
	Total	307,347	689			

a. Predictors: (Constant), Années de scolarité, Partis politiques Grande-Bretagne, R: Sex , Identité Nationale civique groupée, âge groupé, Identité nationale ethnique groupée

b. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	2,438	,213		11,471	,000
	Identité nationale ethnique groupée	,150	,031	,213	4,855	,000
	Identité Nationale civique groupée	,055	,041	,058	1,353	,177
	R: Sex	-.117	,048	-.087	-2,461	,014
	âge groupé	-.039	,019	-.082	-2,041	,042
	Partis politiques Grande-Bretagne	-.091	,054	-.062	-1,689	,092
	Années de scolarité	-.239	,037	-.248	-6,406	,000

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression Autriche: Identité nationale

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,186 ^a	,034	,033	,6747
2	,323 ^b	,104	,102	,6503

a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée

b. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée, Identité nationale ethnique groupée

ANOVA^a

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	9,977	1	9,977	21,918	,000 ^a
	Residual	279,927	615	,455		
	Total	289,903	616			
2	Regression	30,275	2	15,137	35,798	,000 ^b
	Residual	259,629	614	,423		
	Total	289,903	616			

a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée

b. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée, Identité nationale ethnique groupée

c. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	1,259	,186		6,778	,000
	Identité Nationale civique groupée	,236	,050	,186	4,682	,000
2	(Constant)	1,437	,181		7,942	,000
	Identité Nationale civique groupée	4,599E-02	,056	,036	,825	,410
	Identité nationale ethnique groupée	,202	,029	,304	6,928	,000

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression Autriche : Var. démographiques

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,335 ^a	,112	,105	,6492

a. Predictors: (Constant), Classe sociale regroupée 4, Partis de droite autriche, R: Sex
âge groupé, Années de scolarité

ANOVA^b

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	31,867	5	6,373	15,124	,000 ^a
	Residual	252,701	600	,421		
	Total	284,568	605			

a. Predictors: (Constant), Classe sociale regroupée 4, Partis de droite autriche, R: Sex
âge groupé, Années de scolarité

b. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	2,876	,168		17,089	,000
	R: Sex	,030	,053	,022	,566	,572
	âge groupé	,023	,018	,050	1,238	,216
	Années de scolarité	-,180	,039	-,192	-4,657	,000
	Partis de droite autriche	-,236	,054	-,170	-4,387	,000
	Classe sociale regroupée 4	-,082	,031	-,109	-2,667	,008

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression Autriche : identité nationale + var. démographiques

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,399 ^a	,159	,148	,6332

a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civile groupée, R: Sex, Partis de droite autriche, Classe sociale regroupée 4, âge groupé, Années de scolarité, Identité nationale ethnique groupée

ANOVA^b

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	40,126	7	5,732	14,296	,000 ^a
	Residual	211,997	529	,401		
	Total	252,123	536			

a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civile groupée, R: Sex, Partis de droite autriche, Classe sociale regroupée 4, âge groupé, Années de scolarité, Identité nationale ethnique groupée

b. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	2,314	,263		8,816	,000
	R: Sex	7,016E-03	,056	,005	,126	,900
	âge groupé	-1,09E-02	,020	-,024	-,542	,588
	Années de scolarité	-,129	,041	-,138	-3,147	,002
	Partis de droite autriche	-,196	,056	-,142	-3,483	,001
	Classe sociale regroupée 4	-7,45E-02	,032	-,099	-2,325	,020
	Identité nationale ethnique groupée	,151	,033	,227	4,522	,000
	Identité Nationale civique groupée	4,329E-02	,059	,034	,739	,460

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression Italie: Identité nationale

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,082 ^a	,007	,005	,6628
2	,209 ^b	,044	,041	,6508

a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée

b. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée, Identité nationale ethnique groupée

ANOVA^a

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	2,202	1	2,202	5,014	,025 ^a
	Residual	328,171	747	,439		
	Total	330,374	748			
2	Regression	14,383	2	7,191	16,981	,000 ^b
	Residual	315,991	746	,424		
	Total	330,374	748			

a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée

b. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée, Identité nationale ethnique groupée

c. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	2,018	,142		14,241	,000
	Identité Nationale civique groupée	9,057E-02	,040	,082	2,239	,025
2	(Constant)	2,056	,139		14,758	,000
	Identité Nationale civique groupée	-4,62E-02	,047	-,042	-,979	,328
	Identité nationale ethnique groupée	,166	,031	,228	5,363	,000

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression Italie: var. démographiques

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,288 ^a	,083	,077	,6385

a. Predictors: (Constant), R: Sex
Classe sociale regroupée 4, Partis politiques groupés Italie, âge groupé, Années de scolarité

ANOVA^b

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	26,502	5	5,300	13,000	,000 ^a
	Residual	292,409	717	,408		
	Total	318,911	722			

a. Predictors: (Constant), R: Sex, Classe sociale regroupée 4, Partis politiques groupés Italie, âge groupé, Années de scolarité

b. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	2,968	,172		17,236	,000
	Années de scolarité	-,224	,033	-,272	-6,770	,000
	Classe sociale regroupée 4	4,538E-02	,030	,056	1,509	,132
	Partis politiques groupés Italie	-,190	,058	-,118	-3,270	,001
	âge groupé	-7,81E-03	,018	-,017	-,436	,663
	R: Sex	-6,14E-03	,048	-,005	-,129	,898

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression Italie : identité nationale + var. démographiques

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,318 ^a	,101	,089	,6342

a. Predictors: (Constant), Identité nationale ethnique groupée, Classe sociale regroupée 4, R: Sex, Partis politiques groupés Italie, âge groupé, Années de scolarité, Identité Nationale civique groupée

ANOVA^b

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	24,654	7	3,522	8,758	,000 ^a
	Residual	219,840	547	,402		
	Total	244,494	554			

a. Predictors: (Constant), Identité nationale ethnique groupée, Classe sociale regroupée 4, R: Sex, Partis politiques groupés Italie, âge groupé, Années de scolarité, Identité Nationale civique groupée

b. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	2,755	,245		11,249	,000
	Années de scolarité	-,198	,038	-,240	-5,145	,000
	Classe sociale regroupée 4	3,696E-02	,034	,046	1,080	,280
	Partis politiques groupés Italie	-,168	,066	-,104	-2,533	,012
	âge groupé	-2,45E-02	,021	-,053	-1,166	,244
	R: Sex	-1,32E-02	,054	-,010	-,243	,808
	Identité Nationale civique groupée	-2,35E-02	,054	-,021	-,438	,662
	Identité nationale ethnique groupée	,113	,037	,155	3,014	,003

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression Canada: identité nationale

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,105 ^a	,011	,010	,6587
2	,311 ^b	,097	,095	,6297

a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée

b. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée, Identité nationale ethnique groupée

ANOVA^a

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	5,706	1	5,706	13,150	,000 ^a
	Residual	515,333	1188	,434		
	Total	521,040	1189			
2	Regression	50,547	2	25,274	63,739	,000 ^b
	Residual	470,492	1187	,397		
	Total	521,040	1189			

a. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée

b. Predictors: (Constant), Identité Nationale civique groupée, Identité nationale ethnique groupée

c. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	1,165	,117		9,975	,000
	Identité Nationale civique groupée	,117	,032	,105	3,626	,000
2	(Constant)	1,098	,112		9,821	,000
	Identité Nationale civique groupée	2,183E-02	,032	,020	,680	,497
	Identité nationale ethnique groupée	,212	,020	,305	10,634	,000

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression Canada: var. démographiques

Descriptive Statistics

	Mean	Std. Deviation	N
Xénophobie inversée	1,5833	,6621	1409
Années de scolarité	2,5449	,6680	1456
Classe sociale regroupée 4	2,6592	,9891	1150
âge groupé	3,1765	1,3979	1430
R: Sex	1,50	,50	1517
Partis politiques Canada	1,7538	,4310	1027

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,283 ^a	,080	,075	,6369

a. Predictors: (Constant), Partis politiques Canada, Années de scolarité, R: Sex, âge groupé, Classe sociale regroupée 4

ANOVA^b

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	28,855	5	5,771	14,227	,000 ^a
	Residual	330,266	814	,406		
	Total	359,121	819			

a. Predictors: (Constant), Partis politiques Canada, Années de scolarité, R: Sex, âge groupé, Classe sociale regroupée 4

b. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model		Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.
		B	Std. Error	Beta		
1	(Constant)	2,591	,157		16,524	,000
	Années de scolarité	-,179	,035	-,180	-5,052	,000
	Classe sociale regroupée 4	-,100	,024	-,150	-4,202	,000
	âge groupé	-8,15E-04	,017	-,002	-,049	,961
	R: Sex	1,162E-02	,045	,009	,260	,795
	Partis politiques Canada	-,172	,052	-,112	-3,310	,001

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Régression Canada: identité nationale + var. démographiques

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,381 ^a	,145	,137	,6149

a. Predictors: (Constant), Partis politiques Canada, Identité nationale ethnique groupée, R: Sex, Classe sociale regroupée 4, âge groupé, Identité Nationale civique groupée, Années de scolarité

ANOVA^b

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	52,004	7	7,429	19,647	,000 ^a
	Residual	307,117	812	,378		
	Total	359,121	819			

a. Predictors: (Constant), Partis politiques Canada, Identité nationale ethnique groupée, R: Sex, Classe sociale regroupée 4, âge groupé, Identité Nationale civique groupée, Années de scolarité

b. Dependent Variable: Xénophobie inversée

Coefficients^a

Model	Unstandardized Coefficients		Standardized Coefficients	t	Sig.	
	B	Std. Error	Beta			
1	(Constant)	1,978	,202		9,777	,000
	Années de scolarité	-,105	,035	-,106	-2,976	,003
	Classe sociale regroupée 4	-9,06E-02	,023	-,135	-3,930	,000
	âge groupé	-2,12E-02	,017	-,045	-1,278	,202
	R: Sex	-4,73E-03	,043	-,004	-,109	,913
	Identité Nationale civique groupée	3,208E-02	,039	,029	,820	,412
	Identité nationale ethnique groupée	,181	,025	,262	7,362	,000
	Partis politiques Canada	-,157	,050	-,102	-3,110	,002

a. Dependent Variable: Xénophobie inversée

BIBLIOGRAPHIE

- Akoun, A et Ansart, P. (Dir) (1999), *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Dictionnaires Le Robert / Seuil.
- Anonyme, (2000) «Joerg Haider : The Rise of an Austrian Rightist», *ADL Backgrounder* (février 2000), http://www.adl.org/backgrounder/joerg_haider.html, 3 mars 2000.
- Anonyme, (2000) «Démission de Haider», *L'Express en ligne* (28 février 2000), <http://www.lexpress.fr/Express/info/Europe/Dossier/Autriche/dossier.asp?id=62367>, 13 mars 2000.
- Anonyme, (2000) «The Freedom Party of Austria», *Austria Watch*, <http://www.austriawatch.com/fpo/htm>, 27 mars 2000.
- Audibert, D. (1995) «Haider, le chevalier brun», dans *Le Point*, no 1211, 2 décembre 1995, p. 40-43.
- Baier, B. et al., (1997) «Autriche» dans Camus J-Y (1997), p.71-85.
- Betz, H-G (2001) « Entre succès et échec : l'extrême droite à la fin des années quatre-vingt-dix » dans Perrineau (2001), p.407-424.
- Birch, Anthony H. (1998), *The British System of Government*, New York, Routledge.
- Bolaria B. Singh & Li, Peter S. (1985), *Racial Oppression in Canada*, Toronto, Garamond Press.
- Braun, M. (1995) «Some Guidelines for the Measurement of Education in International Projects», dans Park A. & Jowell, R. (1995), p.101-102.
- Briquet, J-L (1997), « Italie : Les changements politiques des années 1990 », dans *Problèmes politiques et sociaux*, no 788, La documentation française, août 1997.
- California Polytechnic State University, (1996) «From Protest to radical Right-Populism : The Freedom Party of Austria 1990-1996», 1996, <http://www.multimedia.calpoly.edu/libarts/mriedlsp/publications/gsa96.html>, 27 mars 2000.
- Camus, J-Y (2001) «L'extrême-droite en Europe: de l'activisme néo-fasciste au populisme xénophobe», <http://www.gewi.kfunigraz.ac.at/rpop/material/camus.pdf>, 11 décembre 2001.
- Camus, J-Y, (1997), *Extrémismes en Europe*, Paris, Éditions de l'Aube.
- Couper et Martuccelli (1994) « L'expérience britannique » dans Wieviorka (1994)
- Crowley, J. (1999) «Royaume-Uni», dans *L'état du monde 2000*, Éditions La Découverte/ Boréal, p.488-492.
- Daum, P. (2000) «Les raisons d'une ascension», *L'Express* (3 février 2000), <http://www.lexpress.fr/express/formatimp...pe/Dossier/Autriche/dossier.asp?id=54193>, 13 mars 2000.
- Daum, P. (1998), «Xénophobie à l'autrichienne», *Le monde diplomatique* (octobre 1998), <http://www.mondediplomatique.fr/1998/10/DAUM/11214.html>, 6 mars 2000.

- Delannoi G. et Taguieff, P-A. (dir.) (1991), *Théories du nationalisme*, Paris, Édition Kimé.
- Diamanti I et al (1995), *L'Italie, une nation en suspens*, Bruxelles, Éditions Complexe.
- Doob et Roberts (1997) « Race, Ethnicity, and Criminal Justice in Canada », dans Tony M. (1997)
- Elliott J-L and Fleras A. (1990), « Immigration and the Canadian Ethnic Mosaic », dans Li, Peter S. (1990).
- État du monde L' (1999), *Annuaire économique géopolitique mondial*, Montréal, Éditions du Boréal.
- Faure, M. et al., (2000) «L'Europe, rempart contre l'extrémisme», *L'Express* (10 février 2000),
<http://www.lexpress.fr/express/formatimp...pe/Dossier/Autriche/dossier.asp?id=54183>, 13 mars 2000.
- Faure, M. (1999) «La dangereuse ascension de Jörg Haider», *L'Express* (22 avril 1999),
<http://www.lexpress.fr/express/formatimp...pe/Dossier/Autriche/dossier.asp?id=54197>, 13 mars 2000.
- Fougeyrollas, P. (1985), *Les métamorphoses de la crise: Racismes et révolutions au 20^e siècle*, Paris, Hachette.
- FPÖ Die Freiheitlichen, (2000) «Program of the Austrian Freedom Party»,
<http://www.fpoe.at.english/Program.htm>, 28 mars 2000.
- FPÖ Die Freiheitlichen, (1999) «State of the Republic – Speech of Dr. Haider», Octobre 1999, <http://www.fpoe.at/english/images/republic.pdf>, 28 mars 2000.
- Frideres J. (1990), «Policies on Indian People in Canada», dans Li, Peter S. (1990).
- Frizzell, A. (1996), « The ISSP and International Research. An Introduction », dans *Social Inequality in Canada*, Ottawa, Carleton University Press.
- Georgel, J. (1999), *L'Italie au XXe siècle (1919-1999)*, Paris, La documentation française.
- Hjerm, M. (1998), « National Identities, National Pride and Xenophobia : A comparison of four Western Countries », dans *Acta Sociologica*, vol 41, p.335-347.
- Kalbach, W.E. (1990), «A demographic overview of racial & Ethnic groups in Canada», dans Li, Peter S. (1990).
- ISSP Codebook (1998), ZA Study 2880, ISSP 1995 National Identity.
- ISSP (1995), International Social Survey Programme : National Identity.
- Laczko, Leslie S. (1999), *Unbundling National Identities: Evidence from an International Survey*, University of Ottawa.
- Laczko, Leslie S. (1994), «Canada's Pluralism in Comparative Perspective», dans *Ethnic and Racial Studies*, vol.17, No. 1, Janvier 1994, p. 20-41.
- Lautard H. and Guppy N. (1990), «The Vertical Mosaic Revisited: Occupational Differentials among Canadian Ethnic Groups», dans Li, Peter S. (1990).

- Layton-Henry, Z. (1992), *The Politics of Immigration – Immigration, « Race » and « Race » Relations in Post-war Britain*, Oxford, Blackwell Publishers.
- Le Monde diplomatique (1997), Précarité accrue pour les étrangers, Février 1997, Dossier du mois sur le site Web, <http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/immigration/>, 11 décembre 2001.
- Li, Peter S. (Dir.) (1990), *Race and Ethnic Relations in Canada*, Canada, Oxford University Press.
- Li, Peter S. (Dir.) (1988), *Ethnic Inequality in a Class Society*, Toronto, Wall and Thompson.
- Lurbe, P. (2000), *Le Royaume-Uni d'aujourd'hui*, Paris, Hachette.
- Malavoy, M. (2001), Programme du Parti québécois, http://216.187.127.58/programme_preface.phtml, 13 décembre 2001.
- McAndrew, M. (1996), « Le racisme au Québec : Éléments d'un diagnostic », Coll. *Études et Recherche*, No.13, Ministère du Québec.
- Monière, D (2000), « La souveraineté pour dépasser l'ethnicité », dans *L'Action nationale*, <http://www.action-nationale.qc.ca/00-10/moniere.html>, 13 décembre 2001
- Musiedlak, D. (1995), « Construction politique et identité nationale en Italie, de l'Unité au fascisme », dans Diamanti et al. (1995)
- Nollet, F (2000), « L'extrême droite en Europe et en Belgique : État des lieux et stratégies », <http://www.psc.be/notes/p75.htm>, 11 décembre 2001.
- Odent, B. (2000) «Autriche. Le chef du FPÖ quitte la présidence de son parti», *Le Web de l'humanité* (1^{er} mars 2000), <http://www.humanite.presse.fr/journal/2000/2000-03/2000-03-01/2000-03-01-004.html>, 27 mars 2000.
- Paquette, G (2001) « Vers un projet souverainiste progressiste », dans *l'action nationale*, <http://www.action-nationale.qc.ca/01-3/paquette.html>, 13 décembre 2001.
- Park, A. & Jowell, R. (1995) «Consistencies and differences in a cross-national survey – The International Social Survey Programme (1995)», ISSP 1995 National Identity – Appendix ZA 2880.
- Patzold, B., (1995) «Un guide au temps des médias», *Le monde diplomatique* (décembre 1995), <http://www.monde-diplomatique.fr/1995/12/PATZOLD/2078.html>, 6 mars 2000.
- Perrineau, P. (dir.) (2001), *Les croisés de la société fermée – L'Europe des extrêmes droites*, Paris, Éditions de l'Aube.
- Pfefferkorn, R. (1997) «Fascinations autrichiennes pour M. Haider», *Le monde diplomatique* (février 1997), <http://www.monde-diplomatique.fr/1997/02/PFEFFERKORN/7794.html>, 6 mars 2000.
- Poulin, R (2000) *La déraison nationaliste – conflits nationaux, pays « socialistes » et marxisme*, Vanier, Les Éditions L'Interligne.
- Rex, J. (1996), «National Identity in the Democratic MultiCultural State», *Sociological Research Online*, vol.1, no.2. <http://www.socresonline.org.uk/socresonline/1/2/1.html>
- Rioux, C. (2000), «La valse de l'extrême droite », *Le Devoir* (9 février 2000), <http://www.ledevoir.com/mon/2000a/exdr090200.html>, 6 mars 2000.

- Roberts L. and Clifton R.A. (1990), «Multiculturalism in Canada : A Sociological Perspective», dans Li, Peter S. (1990).
- Robinson, M. (2001), « La xénophobie existe partout en Europe », *L'Express* (17 mai 2001),
<http://www.lexpress.fr/Express/Formatimp/imprime.asp?idarticle=248070> , 20 novembre 2001.
- Short, James F. (1997), *Poverty, Ethnicity and Violent Crime*, Colorado, coll. Crime & Society, Westview Press.
- Silverman, M. (1992), *Deconstructing the Nation : Immigration, Racism and Citizenship in Modern France*, London, Routledge.
- Smith, Anthony D. (1991), *National Identity*, London, Penguin Books.
- Smith, Anthony D. (1983), *Theories of Nationalism*, London, Duckworth.
- Statistique Canada (1996), « Données sur le recensement de 1996 »,
http://www.statcan.ca/francais/census96/feb17/ethnic_f.htm, 20 octobre 2001
- Svallfors S. (1996), « National Differences in National Identities ? An Introduction to the International Social Survey Programme », dans *New Community*, 22, p. 127-134.
- Szpott, H. (1999) «Autriche», dans *L'état du monde 2000*, Éditions La Découverte/ Boréal, p.463-466.
- Tajfel, H. (1982), *Social Identity and Intergroup Relations*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Tonry, M. (Dir.) (1997), *Ethnicity, Crime and Immigration : Comparative and Cross-National Perspectives*, University of Chicago Press.
- Tremblay, A (1991), *Sondages – histoire, pratique et analyse*, Montréal, Gaétan Morin Éditeur.
- Truffaut, S. (2000) « De la manipulation », *Le Devoir* (18 février 2000),
<http://www.ledevoir.com/mon/2000a/autt180200.html>, 6 mars 2000.
- Ujimoto V. (1990), «Studies of Ethnic Identity and Race Relations», dans Li, Peter S. (1990).
- Usher, R. (2000) « Austria Tilts to the Right », *Time magazine* (14 février 2000),
<http://www.time.com/time/magazine/articles/0,3266,38771,00.html>, 28 mars 2000.
- Van Den Brink, R. (1995) « Menaçantes percées de l'extrême droite », *Le monde diplomatique* (Décembre 1995), http://www.monde-diplomatique.fr/1995/12/VAN_DEN_BRINK/2081.html, 3 mars 2000.
- Wieviorka, M. (Dir.) (1994), *Racisme et xénophobie en Europe – Une comparaison internationale*, Paris, Éditions la Découverte.
- Wieviorka, M. (1993), *La démocratie à l'épreuve : nationalisme, populisme, ethnicité*, Paris, Éditions La découverte.
- Wimmer, A. (1997), « Explaining Xenophobia and Racism : A Critical Review of Current Research Approaches », dans *Ethnic & Racial Studies*, 20, 1, p. 17-41.